

452/453

JUILLET / AOÛT
2024
3,60 €

LA CHRONIQUE

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

SPORT & POUVOIR

NUMÉRO SPÉCIAL

Instrument de résistance,
le sport peut aussi
être une arme dans les
mains des puissants.

AMNESTY
INTERNATIONAL





SPORT & POUVOIR

« Si le sport peut créer de l'espoir là où il n'y avait que du désespoir », comme le disait Nelson Mandela, il est aussi outil de propagande dans les mains des régimes autoritaires. À l'occasion des Jeux olympiques, *La Chronique* fait son propre tour du monde : Inde, Chine, Iran, France... Quels enjeux de droits humains sont imbriqués dans ceux du sport ? À vos marques, prêts...

04 ACTUALITÉS SPÉCIAL JEUX DE PARIS / **06** ALERTE Paris quadrillé / **08** Carton jaune / **11** GÉOPOLIS LE REGARD DE PIERRE HASKI Pékin 2008, marché de dupes / **12** CORÉE DU NORD La punition / **13** TURQUIE Le vrai but d'Erdoğan / **14** FAIRE BOUGER LES LIGNES / **18** INDE Le yoga, arme de séduction massive / **24** IRAN Jeux interdits / **28** RUSSIE Un esprit sain dans un corps « saint » / **30** TCHÉTCHÉNIE Les gladiateurs de Kadyrov / **34** CHINE Où est donc passée Peng Shuai ? / **37** CORÉE DU NORD Kim Jong-un, mortel combat / **38** CIO Zone grise sur drapeau blanc / **40** CULTURE L'olympisme sur grand écran / **42** THÉÂTRE Le revers de la médaille / **44** JEUX / **46** VIE DU MOUVEMENT Tous unis contre la vidéosurveillance / **48** AGENDA ET SOLUTIONS DES JEUX / **50** HISTOIRE Alice Milliat, seule contre tous

Pour vous abonner
à *La Chronique*,
rendez-vous sur le site :
amnesty.fr/chronique



EN COUVERTURE

Les coureurs américains Tommie Smith (au centre) et John Carlos (à droite) faisant le salut du Black Power pendant la cérémonie de remise des médailles des Jeux olympiques de Mexico, en 1968. L'Australien Peter Norman (à gauche) porte un badge de l'« Olympic Project for Human Rights » en signe de solidarité.

© THE GRANGER COLLECTION, NEW YORK/COLL. CHRISTOPHEL



VOTER POUR LES DROITS HUMAINS IMPARTIAUX MAIS ENGAGÉS

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION SORTANT¹

À l'heure où nous écrivons ces lignes – le 17 juin –, nous sommes encore sous le choc du résultat des élections européennes et de la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée par le président de la République. Cette décision entraîne notre pays dans une campagne législative éclair, lourde de menaces pour les droits humains, l'État de droit et le respect par la France de ses engagements internationaux en matière de droit international des droits de l'homme et de droit international humanitaire. Naturellement, il ne nous appartient pas, à Amnesty International, en vertu de nos règles d'impartialité, de nous exprimer pour ou contre un système politique, un parti politique, un candidat ou une candidate. En revanche, il est de notre devoir de dénoncer les propos et les programmes attentatoires aux droits fondamentaux et à la dignité de la personne humaine. Nous l'avons toujours fait. Nous n'avons eu de cesse, au cours de ces dernières années, de dénoncer la progressive dégradation en France des droits des personnes exilées, les pratiques policières discriminatoires dans les contrôles d'identité au faciès ou dans le maintien de l'ordre, la remise en cause de la liberté d'association avec la fameuse loi « séparatisme », la vidéosurveillance algorithmique au cœur même de la loi et de notre campagne sur les Jeux olympiques et paralympiques... Sans relâche, nous avons dénoncé le manque de détermination de la France à mettre

la question des droits humains à l'ordre du jour des rencontres multilatérales ou bilatérales. Nous nous sommes opposés à son manque de transparence dans les livraisons d'armes à certains pays qui les utilisent contre les populations civiles en violation du droit international humanitaire. Nous n'acceptons pas son manque de volonté à lutter contre l'impunité des auteurs des crimes internationaux les plus graves (crimes de guerre et crimes contre l'humanité) en modifiant la législation actuelle qui vide sa « compétence universelle » de toute substance.

Conscients de la gravité de la situation, au cours de cette campagne électorale, nous ne nous adresserons pas aux candidats et candidates, mais aux électeurs et électrices en leur demandant de prendre en compte l'impact de leur vote sur les droits humains et les libertés individuelles. Notre impartialité n'est pas synonyme d'évitement. Nous nous devons de peser dans ce débat d'une importance capitale pour l'avenir de notre pays. C'est pourquoi nous participerons à des coalitions aux côtés d'autres organisations de la société civile, sans jamais renier nos positions et en ayant toujours comme ligne de mire la défense des droits fondamentaux et la dignité de la personne humaine.

– Le 17 juin 2024

¹– La date d'impression de cette *Chronique* étant antérieure à l'élection du nouveau conseil d'administration à l'assemblée générale de Nancy le 21 juin, nous avons opté pour que cet édit soit signé exceptionnellement par le CA sortant.

ACTUALITÉS

SPÉCIAL JEUX DE PARIS

– Par Michel Despratx

Ils ne seront que 8

26 athlètes de Gaza devaient concourir aux JO. Mais l'armée israélienne y a détruit les gymnases, stades, clubs et fédérations. Au moins 170 sportifs, entraîneurs et personnel de clubs sont morts, selon le Comité olympique palestinien. Les candidats aux JO ne sont plus que 8 et n'ont plus rien pour s'entraîner. L'un d'eux, un haltérophile, a essuyé des tirs israéliens en sortant de Gaza pour rejoindre son tournoi de qualification en Thaïlande. Le CIO a décidé de l'inviter à Paris, lui et les 7 autres, même s'ils ne se qualifient pas.

Facture imprévue

Paris 2024 coûtera-t-il le double de ce qui était prévu ? « Six milliards d'euros », annonçait la capitale en 2016. Trois payés par le CIO, trois par l'État français, qui édifie les stades, les piscines et le village olympique. Mais le cabinet de conseil Asterès a refait les calculs : la facture atteindra 10 ou 12 milliards d'euros. Et les contribuables, selon la Cour des comptes, en auront finalement déboursé 5 milliards.

Port du foulard prohibé

Amélie Oudéa-Castéra, la ministre des Sports, l'a annoncé en septembre en invoquant une décision du Conseil d'État. Les athlètes françaises n'auront pas le droit de porter le foulard lors des épreuves. Ce choix met la France en conflit avec ses obligations en matière de droit international et plusieurs principes qui inspirent ces Jeux. Le règlement du CIO considère en effet le foulard islamique comme un vêtement culturel et non cultuel. De son côté, l'Onu estime que « *personne ne devrait imposer à une femme ce qu'elle doit porter ou non* ». Certes, le principe fondamental de la laïcité française impose la « *neutralité religieuse* » aux agents de la fonction publique, mais pas aux membres des fédérations sportives privées. Enfin, ces Jeux se veulent les plus « *inclusifs* » de l'histoire, c'est-à-dire ouverts aux personnes en situation de handicap, aux personnes LGBTI+, à la parité homme femme, donc hostiles à toute discrimination.

J.O. 2024 ET LES SDF PARISIENS



Ce dessin d'Urbs est tiré de l'outil pédagogique *Il va y avoir du sport - dessins de presse et citoyenneté*, diffusé par Cartooning for Peace, disponible en ligne : www.cartooningforpeace-sport.org

© URBS (FRANCE) - CARTOONING FOR PEACE



L'équipe de France féminine de volley assis affronte l'équipe d'Italie lors d'un tournoi de préparation, le 11 juin, à Vandœuvre-lès-Nancy.

© PHOTOPQR/L'EST RÉPUBLICAIN/MAXPPP

Les absents des Paralympiques

Les Jeux de Paris sont censés être la « *plateforme mondiale de l'inclusion des personnes handicapées par le sport* », selon le Comité International paralympique (CIP). Le site officiel Paris 2024 déroule, lui, un courageux slogan : « *Tous les handicaps, toutes les pratiques sportives.* »

Mais l'inclusivité a ses limites : le CIP a exclu les personnes porteuses de trisomie 21. La raison ? Leur qualification pour les épreuves exige « *des qualités physiques et morphologiques* » qu'ils n'ont pas. Plus de 100 000 personnes ont signé une pétition contre cette discrimination, en vain.

La phrase

« Ces JO sont l'occasion d'assumer notre rôle de vigie des droits humains : nous alertons sur les risques de la reconnaissance faciale, auxquels la légalisation de la vidéosurveillance algorithmique, adoptée pour cette compétition, a ouvert la voie. Quelle que soit l'importance de l'événement, la surveillance de masse n'est jamais compatible avec les droits humains. »

NATHALIE GODARD, directrice du pôle Action d'Amnesty International France, le 23 juin 2024.

« Rassemblez vos affaires »

6 février, 6 heures du matin, 5 °C sous le pont d'Austerlitz à Paris. 100 policiers débarquent et réveillent toutes les personnes qui dorment dans des tentes. « *Rassemblez vos affaires, vous évacuez !* » En gilet rouge, une fonctionnaire de la préfecture propose de « *quitter ce lieu, ou [de] monter dans ce bus qui vous déposera dans un centre d'accueil à Angers* ». 50 personnes choisissent le bus. Les autres prennent le large. Elles campent ailleurs. Selon l'Observatoire des expulsions des lieux de vie informels, Paris a déjà évacué 12 500 sans-abri pour faire « place nette » aux Jeux.

Exploités

Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), mars 2022 : des inspecteurs du travail contrôlent le chantier du village olympique. Ils découvrent une dizaine d'ouvriers maliens et congolais sans-papiers, dépourvus de contrat de travail et payés en dessous du Smic. Les statistiques publiques l'affirment : des sous-traitants de Bouygues, d'Eiffage ou de Vinci ont employé pour les JO « *au moins 130* » ouvriers sans-papiers.

LE CHIFFRE

1 %
DU BUDGET

45 000 bénévoles vont travailler gratuitement pour les Jeux de 8 à 12 heures par jour, en réglant de leur poche leurs frais de transport et d'hébergement. Si l'État les payait au Smic horaire, cela représenterait un montant de 80 millions d'euros, soit moins de 1 % du budget des Jeux.

ALERTE

FRANCE

PARIS
QUADRILLÉ

Le préfet de police de Paris Laurent Nuñez avait prévenu : « *Plus on va s'approcher des JO, plus on va saturer l'espace public de policiers.* » Pendant ces Jeux d'été, les Parisiennes et les Parisiens vont subir un contrôle qu'ils croyaient oublié depuis l'état d'urgence de 2020. Voici à quoi ressemblera la journée d'un habitant du quartier République qui voudra rejoindre en scooter son travail aux Invalides, visiter à midi un parent résidant dans l'Ehpad de la rue de la Fédération (14^e arrondissement) et dîner dans un restaurant de Bercy (12^e arrondissement). Il lui faudra d'abord charger huit documents sur le site de la préfecture de police. « *Photo d'identité* », « *carte grise du scooter* », « *justificatif de domicile* », « *attestation d'employeur* », « *carte professionnelle* », « *justificatif de l'hébergement du résident en Ehpad* », « *justificatif de parking dans la zone* » et « *justificatif de réservation* » au restaurant. La préfecture lui renverra

Les Jeux olympiques vont « militariser l'espace public ». Plus vite, plus haut, plus fort... et plus répressif.

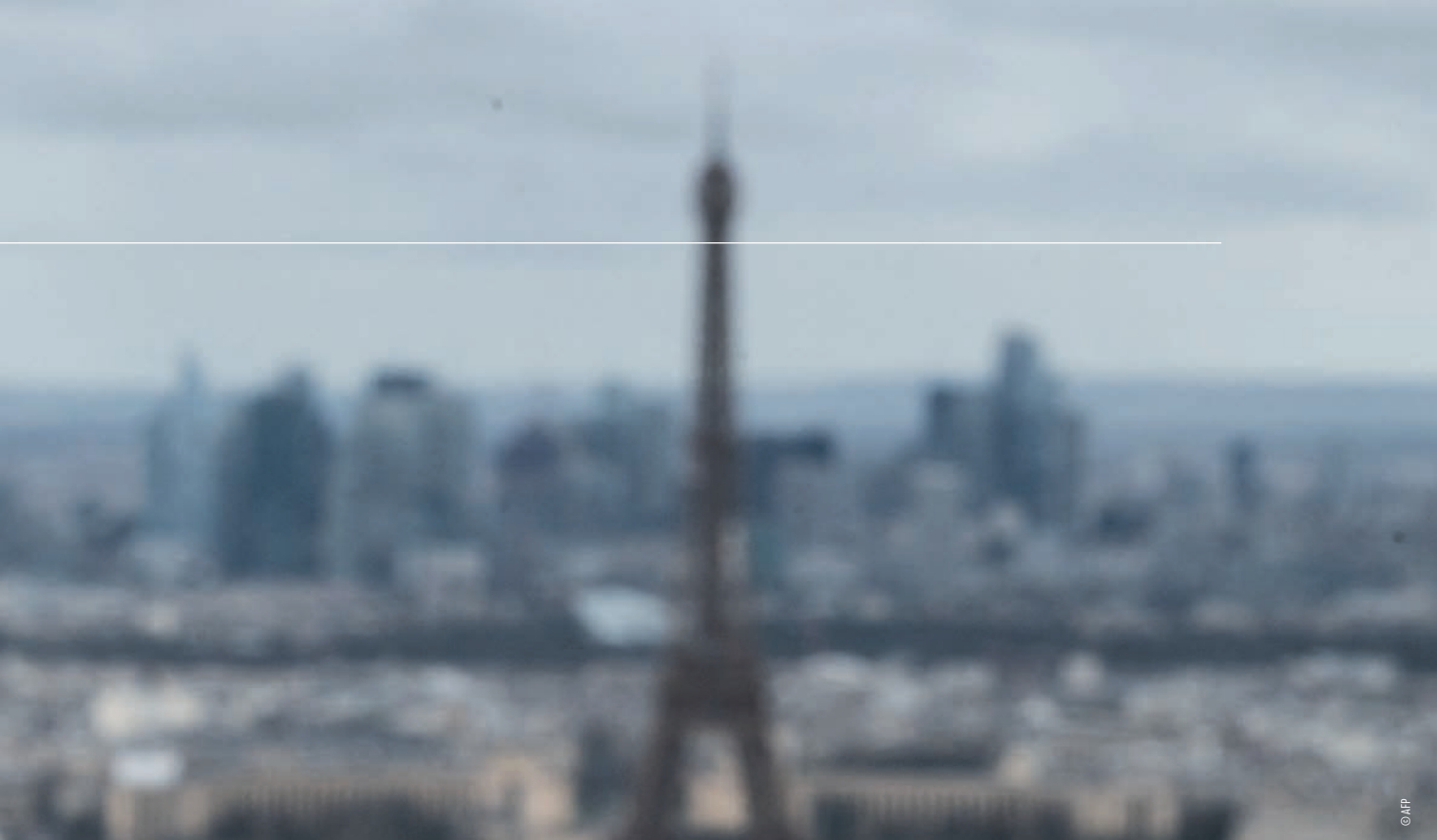
PAR
MICHEL DESPRATX

son « *laissez-passer numérique individuel* » : un QR code à imprimer ou à télécharger sur smartphone, l'autorisant à circuler dans les zones occupées par les Jeux. Du 18 au 26 juillet – jour de la cérémonie d'ouverture des Jeux –, 10 000 soldats, 35 000 policiers et 25 000 agents de sécurité filtreront tous les accès parisiens d'est en ouest de la Seine. Sans QR code valide, une amende de 135 euros sera infligée. Cela n'empêche pas la préfecture d'assurer que

ce « Pass Jeux » numérique permettra aux 20 000 Parisiens vivant le long du fleuve de « *circuler en liberté totale* ».

Le jour d'après

Ancien footballeur américain devenu politologue, Jules Boykoff a écrit une histoire politique des Jeux olympiques¹. Il nous apprend que chaque ville organisatrice s'en sert pour « *militariser l'espace public* » et réorganiser la vie des citoyens « *sur un mode policier et sécuritaire* ». Pour les Jeux de Pékin en 2008, l'armée chinoise avait déployé 63 bateaux, 98 avions, 60 hélicoptères, 47 systèmes de défense aérienne et 300 000 caméras de reconnaissance faciale. L'État a conservé ces caméras, après les Jeux, pour surveiller les Pékinois dans désormais 100 % des rues de la capitale. Il les braque aujourd'hui sur les conteneurs poubelles, afin de contrôler si les résidents trient leurs déchets... Pour les Jeux de 2012, la municipalité de Londres



a imposé à ses habitants la plus importante force militaire et de police qu'ait connue l'Angleterre en temps de paix. 17 000 soldats, 12 500 policiers et 10 000 agents de sécurité privée quadrillaient la ville. L'armée avait posé des batteries de missiles sol-air sur des toits de HLM. Un destroyer de la Royal Navy armé de huit hélicoptères d'assaut avait remonté la Tamise pour entrer dans la ville. Des centaines de milliers de caméras de reconnaissance faciale zoomaient sur les visages. Les athlètes ont quitté Londres, mais les caméras sont restées. Tout comme celles qui en 2018 surveillaient Moscou pour la Coupe du monde de football. Trois ans après, elles photographiaient les Russes manifestant contre Poutine. On en compte 200 000 dans la capitale russe. Elles traquent les militants pacifistes et les hommes que l'État soupçonne de vouloir échapper à la mobilisation pour la guerre en Ukraine. Une fois identifiés par la reconnaissance

faciale, certains manifestants sont arrêtés chez eux, quelques jours après un rassemblement. Ainsi, non seulement ces systèmes censés être temporaires perdurent bien après les JO, mais ils se retournent souvent contre la population qu'ils devaient, initialement, protéger.

Du provisoire éternel

Et à Paris ? Lorsque les policiers et les soldats auront rendu la ville aux habitants, que restera-t-il de l'état d'exception sécuritaire ? La préfecture désactivera les QR codes limitant la circulation. Mais que fera-t-elle des 169 caméras équipées d'intelligence artificielle² qui alertent un policier chaque fois qu'elles détectent un « *objet abandonné* », un individu « *qui marche à contresens* », « *pénètre dans une zone interdite* », s'assoit au sol, court trop vite ou chahute dans un groupe ? Le gouvernement jure depuis deux ans que cette surveillance serait « *expérimentale* » et « *provisoire* ».

Il laissait miroiter la possibilité d'y mettre un terme huit mois après les Jeux. Mais, en septembre, la ministre des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, Amélie Oudéa-Castéra, a fait comprendre que le provisoire pourrait durer éternellement : « *Si cette vidéosurveillance fait ses preuves, elle pourra être utilisée pour de grands événements.* » Les députés Philippe Gosselin (LR) et Philippe Latombe (MoDem) ont proposé de la pérenniser dans le Code de la sécurité intérieure. Pour Katia Roux, chargée de plaidoyer Libertés à Amnesty International France, lorsque ces technologies aux fins potentiellement répressives sont testées, « *on ne revient pas en arrière* »³. La caméra qui surveille le comportement « *suspect* » ou « *anormal* » intégrera le dispositif ordinaire du maintien de l'ordre. ●

1— *What are the Olympics for?*, de Jules Boykoff, éd. Bristol University press, 2024.

2— Chiffre communiqué par la préfecture.

3— À lire, sur [amnesty.fr](https://www.amnesty.fr), un état des lieux des expérimentations : « Face à l'ampleur des technologies de surveillance en France ».

CARTON JAUNE

Les droits humains font partie des principes fondamentaux de la charte olympique. Sont-ils respectés à l'occasion des Jeux de cet été ? Dans son essai *Paris 2024, une ville face à la violence olympique*, la journaliste Jade Lindgaard pointe de nombreuses défaillances.

– Propos recueillis par Christophe Boltanski



Les Jeux olympiques de Paris souffrent-ils dès le départ d'un déficit démocratique ?

JADE LINDGAARD — Quand Anne Hidalgo est élue maire de Paris, en 2014, elle se dit hostile à la candidature de sa ville aux Jeux. C'est le président François Hollande qui lui impose la décision, et elle finit par s'y rallier. Paris triomphe, faute de rivaux. Car ailleurs, les populations s'y sont opposées. Dans toutes les villes où ont été organisés des référendums, le non l'a emporté. Comme à Hambourg ou à Cracovie (pour les sports d'hiver). À Budapest, une pétition signée par 266 000 personnes a fait reculer le conseil municipal. À Rome, la nouvelle maire, Virginia Raggi, du Mouvement 5 étoiles, s'est retirée de la course, par refus de nouvelles infrastructures. Idem à Boston, car ses habitants ont craint que les Jeux ne soient déficitaires. Chaque fois, les gens ont pris conscience qu'il ne s'agissait pas seulement d'un événement sportif de deux fois quinze jours, mais aussi d'un projet urbanistique aux conséquences très lourdes. À Paris, non seulement la population n'a pas été consultée, mais l'absence de processus démocratique fut même un argument mis en avant par la France dans son dossier de candidature.

Au-dessus du pays hôte, il y a le Comité international olympique (CIO) que vous qualifiez de « bizarrerie antidémocratique ». Pour quelle raison ?

Véritable maître d'œuvre des Jeux, le CIO est l'une des plus puissantes institutions internationales, qui rassemble davantage de pays que les Nations unies. Mais sur le plan juridique, il possède le statut d'une association de droit suisse et échappe, de ce fait, à tout contrôle démocratique. Il n'a de comptes à rendre à personne, à part à son conseil d'administration composé essentiellement de chefs d'entreprise, d'athlètes reconvertis dans les affaires et de juristes, alors qu'il peut imposer aux États toutes sortes de critères qui ont un impact direct sur la vie de leurs citoyens. Paris s'est ainsi vue contrainte de bâtir un village olympique. On peut se demander si c'était nécessaire dans une ville aussi touristique qui ne manque pas de capacité d'accueil.

PAGE DE GAUCHE

Chantier du village olympique piloté par Eiffage. Ici à Saint-Ouen, en février 2022. © BENOIT DURAND/HANS LUCAS

CI-DESSOUS

À Aubervilliers, les militants de la JAD (Jardins à défendre) ont résisté jusqu'en septembre 2021 pour préserver les jardins ouvriers. © CLAIRE SERIE/HANS LUCAS



Les populations ont-elles pâti des différents chantiers olympiques ?

En Seine-Saint-Denis, 1 500 personnes ont été chassées de leurs logements à cause des Jeux. C'est une estimation minimale. À la construction du village des athlètes, on peut relier l'expulsion des 286 travailleurs migrants du foyer ADEF¹ à Saint-Ouen, des 400 squatteurs d'Unibéton, dont certains travaillaient sur le chantier des Jeux, et des 9 000 habitants de la cité Marcel-Paul, située également sur L'Île-Saint-Denis. Il s'agit pour une grande part de gens pauvres et racisés². On aurait pu leur réserver une place dans le quartier qui succédera au village olympique. Ce ne sera pas le cas. Étant financés à 78 % par le privé, l'immense majorité de ces logements seront mis en vente sur le marché de l'immobilier à des prix inaccessibles aux personnes délogées. Paris ne fait pas exception. À Londres, on estime qu'un millier de personnes ont été déplacées lors des Jeux de 2012. À Rio, en 2016, plus de 20 000 familles ont dû quitter leur lieu de vie. À Pékin, en 2008, près de 1,5 million d'habitants ont perdu leur domicile. Quels que soient les chiffres, personne ne devrait être expulsé à cause d'un événement sportif.

« EN SEINE-SAINT-DENIS, 1 500 PERSONNES ONT ÉTÉ CHASSÉES DE LEURS LOGEMENTS À CAUSE DES JEUX »

– Jade Lindgaard



En octobre 2021, des marcheurs, unis contre l'artificialisation des sols en Île-de-France, ont convergé vers l'Hôtel de Ville de Paris.

© DELPHINE LEFEBVRE/HANS LUCAS

Les Jeux cachent-ils une opération immobilière ?

C'est une grosse opération immobilière, assumée en tant que telle. D'ailleurs, les principaux groupes immobiliers y participent : Vinci, Eiffage, la Société Générale via sa filiale immobilière... Cela démontre que les Jeux ne sont pas seulement un événement sportif, mais aussi une opération d'aménagement urbain, car cela permet de mobiliser beaucoup d'argent. Deux milliards d'euros ont été investis dans ce village des athlètes où, finalement, habiteront 6 000 personnes et travailleront 6 000 autres. C'est quasiment autant que tout ce que l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) dépense pour les 600 000 habitants des quartiers populaires de Seine-Saint-Denis.

Paris 2024 a pour slogan « Ouvrons grand les jeux ! » Tout le monde pourra-t-il y assister ?

Des billets seront réservés à des jeunes par des collectivités locales. Il y aura 800 000 tickets à 24 euros. Sur un total de 13,4 millions de billets, cela ne représente que 8 %. Seule une minorité des habitants de Seine-Saint-Denis pourront assister aux Jeux. Les autres seront cantonnés aux fans zones. À l'inverse, le forfait le plus cher coûte 9 500 euros. À ce prix, vous avez droit à une place sur une des estrades construites au-dessus de la Seine lors de la cérémonie d'ouverture et un accès aux épreuves les plus prestigieuses des Jeux, ainsi qu'à une série de services de luxe.

Les organisateurs promettent des Jeux exemplaires, notamment en matière d'environnement.

Est-ce le cas ?

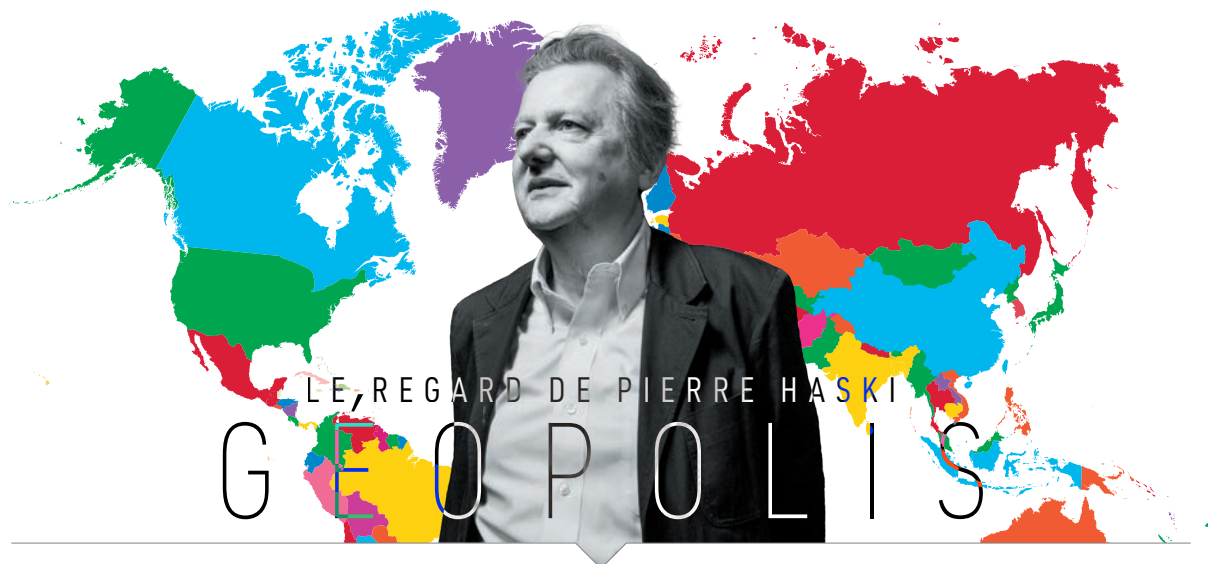
Paris s'est fixé comme objectif de diviser par deux l'empreinte carbone par rapport à la moyenne des éditions précédentes et de n'émettre « que » 1,58 million de tonnes de CO₂ ! Ça reste énorme, et c'est sans compter les émissions du trafic aérien générées par la venue des touristes, des athlètes et des journalistes. Certes, le village olympique a été construit en bois et béton ultra bas carbone. Mais à côté de cette bulle d'innovation urbaine, le quartier Pleyel, déjà très pollué, hérite d'une voie d'accès à l'autoroute 86 qui va encore aggraver la qualité de l'air. À Aubervilliers, on a détruit 4 000 m² de jardins ouvriers pour rien – le solarium prévu à sa place a été interdit par la justice. Et en Polynésie, on bâtit une tour sur la barrière de corail afin de permettre au jury de superviser les épreuves de surf.

La Seine-Saint-Denis et ses habitants vont-ils profiter des Jeux ?

Les élus, depuis le début, y sont très favorables pour cet argument : ça va développer le département le plus pauvre de France métropolitaine. Les ponts, les pistes cyclables, la réhabilitation des gymnases ou encore l'enfouissement de la ligne haute tension sur L'Île-Saint-Denis vont profiter à tout le monde. Mais fallait-il des Jeux pour les réaliser ? Les retombées concrètes pour les habitants seront minimes, et, pour une partie d'entre eux, les investissements effectués contribuent à les chasser de leur territoire d'habitation. ●

1 – Association proposant des logement meublés et équipés.

2 – Personnes objets de racisme et de discrimination.



PÉKIN 2008 *MARCHÉ DE DUPES*

C'était en 2008, à quelques jours de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin. Le porte-parole chinois répondait à un rapport d'Amnesty International sur les droits humains en Chine, et demandait à l'organisation de « *changer ses lunettes* » pour observer le pays ! La formule était plaisante, mais ce n'était pas une affaire de lunettes.

Je me trouvais alors en Chine pour suivre les JO, et je fus témoin du marché de dupes qui s'est joué autour de cet événement. Pour désamorcer les critiques prévisibles, les autorités chinoises et le Comité international olympique (CIO) avaient annoncé des mesures inédites : un Internet non censuré, des manifestations autorisées, un contrôle politique plus souple... Aucune de ces promesses ne fut tenue, mais qui pouvait en être surpris ?

La principale farce portait sur les manifestations : trois espaces avaient été délimités pour permettre des protestations, à condition de suivre une procédure complexe à souhait. Il fallait de surcroît s'assurer que les slogans n'allaient pas à l'encontre des lois ou des « intérêts du pays », sans autre précision. La première personne à demander une

autorisation, une Pékinoise qui entendait protester contre la destruction de sa maison pour cause de JO, s'est retrouvée en détention pendant un mois pour avoir « *perturbé l'ordre social* ». Plus personne n'osa protester, et les espaces de manifestation restèrent vides.

Pour les milliers de journalistes venus du monde entier, l'Internet n'était effectivement pas soumis à la censure. Mais il suffisait de se connecter ailleurs qu'au centre des médias pour constater que rien n'avait changé pour les citoyens chinois.

Ce marché de dupes était prévisible : le CIO n'avait aucune envie de faire pression sur Pékin. Il avait devant lui des JO parfaitement organisés, des installations prêtes un an à l'avance, des sponsors ravis d'accéder à ce vaste marché en croissance... Les droits humains n'étaient qu'un facteur d'irritation qu'on allait calmer avec des promesses que nul n'était obligé de tenir.

Le pire, c'est que ça a marché. La cérémonie d'ouverture à la gloire du Parti communiste chinois, chorégraphiée par le grand réalisateur Zhang Yimou (*Épouses et concubines*, *Le Sorgho rouge...*), fut époustouflante. Le lendemain, le sport reprit le dessus, et tout le monde oublia les promesses non tenues. Je mesurai alors la puissance des JO, leur capacité à faire oublier les pires violations des droits humains à condition d'investir les milliards nécessaires. La Chine l'avait compris depuis longtemps, avec l'aide complaisante du CIO. ●

CORÉE DU NORD

LA PUNITION

En 2010, Kim Jong-il, le père de l'actuel leader nord-coréen, imposait une cruelle sanction à son équipe nationale de foot. Un châtiment ubuesque à l'image de son régime.

– Par Théophile Simon

Un simulacre de procès dans la plus pure tradition stalinienne se tient à Pyongyang, capitale de la Corée du Nord, ce 2 juillet 2010. Près de 400 personnes – ministres, fonctionnaires, étudiants, journalistes – sont rassemblées dans le grand auditorium du Palais de la culture du peuple pour accabler une équipe de footballeurs en larmes. Leur crime ? N'avoir pas remporté le moindre match lors de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud, qui bat son plein cet été-là. Le président autoritaire nord-coréen de l'époque, Kim Jong-il, fulmine, excédé par la piètre performance de son équipe en phase de poules¹.

Après avoir vaillamment résisté face aux quintuples champions du monde brésiliens (1-2), la sélection de Pyongyang, baptisée la *Chollima* (« chevaux ailés » en français), a craqué face au Portugal (0-7) puis à la Côte d'Ivoire (0-3). Signe du courroux du Guide suprême, la télévision d'État nord-coréenne a interrompu la diffusion du match contre le Portugal avant même le coup de sifflet final ! Les 23 Nord-Coréens n'ont pourtant pas démérité : pour la seconde fois seulement, l'équipe nationale s'était qualifiée pour la Coupe du monde, après une première aventure en Angleterre en 1966. Le pays ermite avait alors accédé aux quarts de finale.

Pendant six heures, l'assemblée du Palais de la culture se déchaîne donc contre la *Chollima*, coupable d'avoir manqué à la « lutte idéologique » face aux buts adverses. Puis vient le tour de l'entraîneur de l'équipe, Kim Jong-hun. Le dos courbé, celui-ci se voit carrément accusé d'avoir « trahi le général Kim Jong-un », le fils héritier de Kim Jong-il, aujourd'hui à la tête du pays. C'est pourtant Kim Jong-un en personne qui avait sélectionné les joueurs de l'équipe ! Peu avant la Coupe du monde, le tyran en herbe avait



L'équipe nationale de football nord-coréenne s'était qualifiée pour la Coupe du monde de 2010. Mais parce qu'elle a échoué en 16^e de finale, son entraîneur a été durement sanctionné. © MIDO AHMED/AFP PHOTO

même organisé des cérémonies à sa propre gloire pour célébrer la qualification de la *Chollima* au mondial sud-africain, présentée comme une réussite personnelle.

Mais la défaite, c'est bien connu, est orpheline. Selon une enquête du média Radio Free Asia, le sélectionneur Kim Jong-hun a été radié du parti unique, puis condamné aux travaux forcés et expédié sur un chantier de Pyongyang pour y trimer entre douze et quatorze heures par jour. Peu après cette humiliation publique, la Fédération internationale de football association (FIFA) a demandé des explications à la Corée du Nord. En vain.

L'histoire bégaie une décennie plus tard, lorsque le jeune prodige nord-coréen Han Kwang-song, ancien de la Juventus de Turin, disparaît de son club qatari sans laisser d'adresse à l'hiver 2021. Selon un média japonais, il joue aujourd'hui pour un obscur club de foot de Pyongyang appartenant à l'armée. ●

1 – Répartition en groupes réunissant des équipes adverses.

SPORT & POUVOIR



TURQUIE

Le vrai but d'Erdoğan

Le 26 juillet 2014, au stade Başakşehir Fatih Terim d'Istanbul, Recep Tayyip Erdoğan est en pleine campagne électorale. Alors Premier ministre, il profite d'un match de football pour se présenter en homme du peuple. C'est pourtant le même homme qui, un an plus tôt, le 31 mai 2013, avait maté dans la violence le mouvement de protestation antigouvernemental de Gezi. Soixante personnes au moins furent arrêtées, des centaines blessées et six sont mortes. Cela n'empêcha pas Erdoğan d'atteindre son but : quinze jours après ce match, il deviendra président de la Turquie.

FAIRE BOUGER LES LIGNES

Brandir un poing sur un podium, poser un genou dans un stade, s'enrouler dans un drapeau... Nombre d'athlètes ont profité d'une compétition sportive pour revendiquer un droit ou dénoncer des discriminations.

— Par Grégoire Osoha

4
DÉCEMBRE
2023

ALEXANDRE
LOUKACHENKO

© AFP



BÉLARUS PRIS À SON PROPRE JEU

« Alexandre joue au football »,
« Alexandre fait du hockey »,
« Alexandre sur des skis de fond ».
Le site du président biélorusse célèbre le sport et... sa propre personne. Le chef de l'État Alexandre Loukachenko y délivre ces précieux conseils : *« Si vous laissez le sport de côté, vous ne deviendrez jamais un leader. Vous deviendrez, passez-moi l'expression, gros, mou et bedonnant. C'est pourquoi non seulement je fais du sport moi-même et l'enseigne à mes enfants, mais je déclare aussi à tout le monde à quel point il est important de pratiquer. »*

L'homme aime tellement le sport qu'il a cumulé la présidence de son pays avec celle du comité national olympique pendant vingt-trois ans. À ce (double) titre, l'autocrate aime s'afficher en compagnie de sportifs professionnels biélorusses. Mais certains athlètes ont dit stop après la violente répression des manifestations déclenchées par la réélection truquée d'Alexandre Loukachenko en août 2020. La police avait alors admis avoir tiré à balles réelles contre la foule. Dès l'automne, la basketteuse la plus célèbre du pays, Elena Lechevko, est détenue pendant deux semaines pour sa participation aux manifestations. Dans une lettre ouverte, 400 sportifs biélorusses de toutes disciplines, parmi lesquels des médaillés olympiques, appellent à de nouvelles élections. Sans succès. Mais dans les mois qui suivent, l'Association libre des athlètes biélorusses obtient un rendez-vous au Comité international olympique pour demander de concourir sous drapeau neutre lors des compétitions internationales. Par ailleurs, l'association parvient à convaincre la Fédération internationale de hockey sur glace de retirer le Bélarus de l'organisation des championnats du monde de janvier 2021 pour la confier à la Lettonie voisine. Un sérieux camouflet dont il n'est nullement question sur le site d'Alexandre Loukachenko.

23
AOÛT
1994

CATHY
FREEMAN

© REUTERS

AUSTRALIE LA HONTE CHANGE DE CAMP

Noir comme la peau des Aborigènes, rouge comme la terre du désert Munga-Thirri et jaune comme le soleil qui donne la vie. Tout sourire, la sprinteuse australienne Cathy Freeman s'enveloppe dans le drapeau du peuple autochtone pour saluer le public. Ce 23 août 1994, la jeune Aborigène de 21 ans vient de gagner le 400 mètres des Jeux du Commonwealth qui se déroulent au Canada, améliorant de près d'une seconde le record de la compétition.

Dans les tribunes, un homme s'insurge. Arthur Tunstall, dirigeant de la délégation australienne, prévient qu'un tel geste ne doit en aucun cas se reproduire. Mais Cathy Freeman ne l'entend pas de cette oreille. D'autant qu'elle reçoit après sa course une valise pleine de fax de soutien venus de son pays. La sprinteuse revendique haut et

fort ses origines et sa filiation, sa grand-mère maternelle ayant été arrachée à sa famille pour être élevée dans une mission religieuse. Défiant Arthur Tunstall, la jeune femme répétera son geste lors du traditionnel tour d'honneur de ces Jeux du Commonwealth. Mais cette fois-ci, elle attrape également un drapeau australien, comme pour annoncer le début d'une longue phase de réconciliation dont elle sera le symbole dans les années 2000.

21
AOÛT
2016

FEYISA
LILESA

© GETTY IMAGES VIA AFP

ÉTHIOPIE LE COURAGE

Feyisa Lilesa franchit la ligne d'arrivée du marathon des JO de Rio le 21 août 2016, en reproduisant le geste symbolique de la contestation du peuple oromo, réprimé par le régime éthiopien. Par peur des représailles, il s'exile aux États-Unis.

BRÉSIL L'ÉPOPÉE CORINTHIANE

Novembre 1981, Adilson Monteiro Alves est nommé directeur sportif des Corinthians, le club de foot de São Paulo. Le Brésil vit alors sous le joug des militaires depuis dix-sept ans. Sociologue de formation, le nouveau dirigeant de 35 ans a connu la prison pour dissidence quelques années auparavant. Le club qu'il récupère est à la peine. Afin de remobiliser ses troupes, il leur propose une expérience inédite : vivre en autogestion. Du jardinier au président, des joueurs aux cuisiniers, chaque salarié du club dispose d'une voix, et toutes les décisions sont prises collectivement, y compris lorsqu'il s'agit de redistribuer les recettes du club. Les cadres du vestiaire¹ adhèrent au modèle. Et les résultats suivent. Le club remporte deux titres de champion de l'État de São Paulo en 1982 et 1983. Cette épopée est baptisée « démocratie corinthienne ». Pas seulement pour le fonctionnement interne du club, mais aussi pour ses prises de position contre la dictature militaire brésilienne. Lors du championnat de foot de São Paulo, en 1983, les joueurs

brandissent une banderole sur le terrain : « Gagner ou perdre, mais toujours en démocratie. » Et l'année suivante, Socrates, le capitaine de l'équipe, participe publiquement au mouvement « Diretas Ja » qui réclame des élections directes à la junte militaire. Il faudra attendre 1989 pour que les Brésiliens élisent enfin leur chef d'État au suffrage universel. Le candidat du Parti de la reconstruction nationale l'emporte d'une courte tête devant un certain... Luiz Inácio Lula da Silva, l'actuel président. ●

1- Joueurs expérimentés apportant cohésion et motivation au sein de l'équipe.

11 DÉCEMBRE 1983

ALDISON ALVES

© CAPTURE D'ÉCRAN DU
DOCUMENTAIRE *DEMOCRACIA
EM PRETO E BRANCO*.

16 OCTOBRE 1968

TOMMIE SMITH
& JOHN CARLOS

© THE GRANGER
COLLECTION, NEW YORK
/ COLL. CHRISTOPHEL

ÉTATS-UNIS REPRENDRE LE FLAMBEAU

La photo de Tommie Smith et de John Carlos, poings levés sur le podium des Jeux olympiques de Mexico, a fait le tour de la planète. Mais pas sa bande-son. Rappel des faits : le 16 octobre 1968, quelques mois après l'assassinat de Martin Luther King, l'Afro-Américain Tommie Smith remporte la course du 200 mètres tandis que son concitoyen John Carlos termine à la troisième place. Le lendemain, lorsque l'hymne des États-Unis retentit pour la remise des médailles, les deux hommes se présentent en chaussettes noires pour dénoncer la pauvreté de la population afro-américaine. Détournant leur regard de la bannière étoilée, ils brandissent leur poing fermé et ganté de noir en référence au mouvement de contestation





Black Power. L'Australien Peter Norman, arrivé deuxième, porte un badge « Olympic Project for Human Rights » en solidarité. Indignée, la foule hue le défi lancé par les coureurs américains à leur gouvernement devant les caméras du monde entier. Le couperet tombe. Le lendemain, le président des Jeux bannit les deux joueurs médaillés du village olympique. C'est le début des représailles : ils seront suspendus à vie de compétition sportive. Rentrés au pays, ils perdront toute chance d'obtenir un emploi, sans compter les menaces de mort. Peter Norman sera aussi empêché de participer aux JO suivants. Ce n'est qu'en 2016 que les deux ex-athlètes seront réhabilités et reçus à la Maison-Blanche par Barack Obama. La même année, d'autres joueurs reprendront le flambeau en marge d'une rencontre de présaison : comme le footballeur américain Colin Kaepernick

qui met un genou au sol pendant l'hymne états-unien pour dénoncer les violences policières contre les populations noires. Il répètera ce geste symbolique, parfois imité par ses coéquipiers. Ce genou à terre lui coûte sa carrière. La star de la National Football League ne trouvera de poste nulle part, mais devient, à son tour, une figure emblématique du mouvement Black Lives Matter.

En 2020, après l'assassinat de George Floyd, son geste est repris par des policiers, des soldats de la garde nationale, des représentants du Parti démocrate, dont le candidat à la présidentielle Joe Biden, et des sportifs du monde entier.

ÉTATS-UNIS / CUBA

SAUT D'OBSTACLES

Les marathoniennes Bobbi Gibb et Katherine Switzer, aujourd'hui respectivement âgées de 81 et 77 ans, sont des pionnières subversives. En 1966, Bobbi Gibb défraie la chronique en sortant en cachette d'un buisson pour accomplir le marathon de Boston. Comme toutes les courses de fond de l'époque, l'épreuve est interdite aux femmes. Elles seraient, dit-on alors, « incapables d'un si grand effort, qui d'ailleurs risquerait de les masculiniser, voire de les rendre infertiles ». Inspirée par son aînée, Katherine Switzer réussit à s'inscrire à l'édition de 1967 en utilisant juste ses initiales. Elle y participe sans se cacher et termine la course en un peu plus de quatre heures, malgré l'agression de l'organisateur qui tente de lui ôter son dossard sur le parcours. La jeune étudiante se lancera dans une carrière de lobbyiste en faveur de l'inclusion des

femmes dans le sport. Avec succès, puisqu'un premier marathon olympique féminin est organisé en 1984. À quelques miles des États-Unis, sur l'île de Cuba, Namibia Flores est en quelque sorte la « Katherine Switzer » de la boxe. La poids plume de 48 ans fut longtemps l'unique boxeuse connue de son pays. Pourtant, malgré ses bonnes performances, la Fédération cubaine de boxe lui a toujours interdit de participer aux JO afin de prétendument protéger sa « féminité ». Sans baisser la garde, Namibia Flores a continué son combat hors du ring. Elle a fini par mettre le comité olympique cubain KO : depuis 2022, les femmes cubaines sont autorisées à prendre part aux Jeux. ●

15
JUIN
2015

NAMIBIA FLORES

© ADALBERTO ROQUE/AFP



INDE

LE YOGA, ARME DE SÉDUCTION MASSIVE



21 juin 2018, Journée internationale du yoga. Narendra Modi guide la séance suivie par 60 000 personnes à Dehradun (nord de l'Inde).

© HANDOUT/PIB/AFP



Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a instrumentalisé le yoga à des fins politiques. Pour renforcer le nationalisme hindou, à l'intérieur du pays, et se donner l'image d'un chef pacificateur, à l'étranger.

– Par Guillaume Delacroix



ars 2020. Le Covid-19 déferle sur la planète. En Inde, après avoir ignoré, durant des semaines, les avertissements des scientifiques, le Premier ministre Narendra Modi met son pays sous cloche et paralyse tous les transports : bus, trains, avions. Sur son compte Twitter, le dirigeant nationaliste indien tente de reprendre la main en invitant l'humanité à se convertir au yoga, comme s'il s'agissait de se munir d'un bouclier anti-coronavirus à toute épreuve : *« Quelqu'un m'a demandé comment j'arrivais à rester en forme. La pratique du yoga fait partie intégrante de ma vie depuis de nombreuses années, et j'en tire beaucoup de bienfaits. J'espère que vous pourrez vous aussi le pratiquer régulièrement. »* Narendra Modi partage aussitôt sur les réseaux sociaux des vidéos intitulées : *Yoga with Modi*. On y voit un personnage de dessin animé à son effigie expliquer les rudiments des *asanas*, les postures qui permettent d'accéder à la conscience du corps et de l'esprit. Peu importe que sa politique, brutale et répressive, en particulier contre la minorité musulmane, soit aux antipodes de cette façade harmonieuse ; le leader nationaliste hindou n'est pas à une contradiction près.



Chandrapur (Inde), le 8 avril 2024. Des partisans du Premier ministre Narendra Modi remercient leur candidat lors de la campagne électorale.

© ATUL LOKE/THE NEW YORK TIMES

**MODI SE PRÉSENTE
RÉGULIÈREMENT
COMME LE VISHWA BANDHU,
LE « FRÈRE DU MONDE »,
MAIS ÉGALEMENT
COMME LE VISHWA GURU,
LE « GOUROU DE L'UNIVERS »**

Narendra Modi, en dépit de son ego démesuré, n'est plus aujourd'hui tout puissant. Lors des élections législatives du printemps 2024, il a subi un revers humiliant, en perdant la majorité absolue au Parlement. Ironie du sort, l'invocation du yoga pendant sa campagne, cette discipline destinée à contrôler son mental pour maîtriser son destin, n'y a rien fait : son parti a perdu la majorité au Parlement.

SOFT POWER

Dès son arrivée au pouvoir en 2014, il s'est emparé du yoga. Profitant de sa première intervention à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, il l'avait présenté comme « *un choix de vie holistique qui transcende les frontières et les cultures* », une activité « *essentielle pour relever les défis de la vie moderne* ». Après quoi, sur sa proposition, l'Onu a accepté de faire du 21 juin la Journée mondiale du yoga. Une victoire diplomatique éclair pour celui qui s'est juré de faire du *xxi^e siècle « le siècle de l'Inde »*.

La modestie n'est pas son premier trait de caractère. Modi se présente régulièrement comme le *vishwa bandhu*, le « frère du monde », mais également comme le *vishwa guru*, le « gourou de l'univers », rien que ça. Alors que la planète est confrontée aux menaces du changement climatique et de conflits multiples, il incarnerait la figure du protecteur et du pacificateur. Du *soft power* à l'état pur. Selon Joseph Nye, le politologue américain qui a forgé ce concept en 1990, le *soft power* consiste pour un État à employer un moyen moins coûteux que l'armée ou le commerce pour amener les autres à faire ce qu'il souhaite. Dans le cas présent, l'enjeu est de faire reconnaître par la communauté internationale le rang que l'Inde estime mériter : la place qu'elle occupait sous l'Antiquité, avant que des souverains musulmans, tout au long du Moyen Âge, puis les Britanniques, à partir du XVIII^e siècle, à prennent le contrôle de son territoire.

« Narendra Modi a détourné le yoga pour en faire un instrument de domination de l'hindouisme, qui n'a rien à voir avec la réalité », s'agace Payal¹. Cette sexagénaire, professeure de yoga à Bombay, boude d'ailleurs ouvertement les festivités de la Journée mondiale du yoga, le 21 juin. La date n'a pas été choisie par hasard : le solstice d'été correspond au jour où Shiva², se livrant à une danse extatique, serait devenu le premier être à pratiquer le yoga. Narendra Modi voue un culte particulier à cette divinité. En mai 2024, pendant un meeting électoral, il a même affirmé en être « la réincarnation » ! Mais c'est surtout le jour de l'année où le soleil termine sa course nord pour entamer sa course sud. Message subliminal : la pratique généralisée du yoga sonnerait le glas des grandes puissances et annonce l'avènement du Sud global, les pays émergents, dont l'Inde de Modi s'autoproclame le porte-parole. Une vision très éloignée de celle du Mahatma Gandhi qui, en son temps, vantait les mérites du yoga comme une simple hygiène corporelle donnant moyen à chacun d'entrer en harmonie avec l'univers (en sanskrit, *yoga* signifie « union » entre le moi et l'absolu).

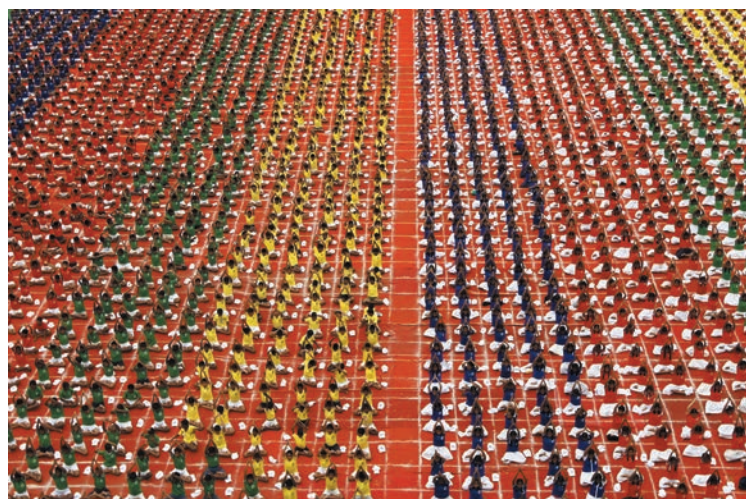
En matière de *soft power*, « l'Inde peut s'enorgueillir d'une variété et d'une richesse étonnantes de ressources », notait en 2015 la journaliste et chercheuse Sudha Ramachandran dans la revue *The Diplomat*. Sa spiritualité, son cinéma, sa musique et ses danses, son principe de non-violence et sa cuisine séduisent depuis longtemps. C'est à partir des années 2000 que

l'Inde a « commencé à jouer ses cartes de manière plus systématique ». Et avec Narendra Modi, les initiatives visant à « mieux faire connaître et apprécier l'Inde dans les pays étrangers » ont été démultipliées. La première édition de la Journée mondiale du yoga, en 2015, est entrée dans le *Guinness des records* : près de 36 000 personnes originaires de 84 pays différents ont participé à une séance officielle d'*asanas* sur les pelouses du Rajpath, la longue avenue symbole du pouvoir politique à New Delhi.

EXALTATION DE L'HINDOUISE

Avec le yoga, Narendra Modi et sa formation politique, le Bharatiya Janata Party (Parti du peuple indien, BJP), ont trouvé le moyen de déployer en Inde un *soft power* particulièrement subtil, étayé par la création d'un ministère de l'Ayurveda, du Yoga, de la Naturopathie et de l'Homéopathie, en référence aux médecines naturelles inventées dès l'âge védique, au troisième millénaire avant Jésus-Christ. Le yoga est un efficace outil de mobilisation. Une arme de propagande vantée pour son ancienneté et son caractère intrinsèquement « hindou ». Une racine largement instrumentalisée pour servir la politique répressive du gouvernement.

Depuis dix ans, dans le sous-continent, l'idéologie suprémaciste hindoue se traduit par une recrudescence de violences entre communautés religieuses, castes, ethnies... Le Premier ministre instaure



En 2015, à New Delhi, les 36 000 yogistes ont battu le record de participation dans le *Guinness*.

© REUTERS/STRINGER TPX IMAGES OF THE DAY

l'*hindutva*, l'hindouïté, cette idée que la religion majoritaire (80 % de la population) constitue une race supérieure et une condition pour être reconnu citoyen de plein droit. Au nom de cette idéologie, une répression sévère s'exerce à l'encontre des minorités musulmane et chrétienne, qui représentent respectivement 200 millions et 35 millions de personnes. À l'exception des jaïns, des sikhs et des bouddhistes, confessions vernaculaires, les non-hindous sont présumés étrangers et ne peuvent acquérir la nationalité indienne s'ils ne la possèdent pas déjà, selon une loi votée en 2019 et mise en œuvre cette année. De plus en plus souvent, les musulmans, ennemis numéro un des hindous, voient leurs maisons et leurs commerces rasés au bulldozer³.

Le régime malmène aussi les basses castes, de même que les catégories de la population jugées à ce point indignes qu'elles sont exclues du système des castes, les *dalits* (appelés autrefois « intouchables ») et les minorités tribales. Car Narendra Modi et son parti ont pour obsession de conserver le pouvoir aux mains d'une oligarchie, celle des hautes castes (7 % de la population) et notamment des brahmanes, ceux qui possèdent le savoir et trônent au sommet de la pyramide. Toute opposition à cette politique, exprimée par la justice ou les médias, est sujette à des poursuites. Le moindre message posté critiquant le régime sur Facebook, Twitter ou Instagram peut occasionner un contrôle fiscal ou un emprisonnement.

En définitive, l'instrumentalisation du yoga est une falsification, au même titre que d'autres balivernes martelées par le régime selon lesquelles l'Inde aurait inventé l'aviation, la chirurgie esthétique et Internet il y a cinq mille ans. L'homme fort de l'Inde consulte fréquemment des astrologues avant de prendre ses grandes décisions. Et défie régulièrement la science allant jusqu'à expurger les manuels scolaires des théories de l'évolution de Darwin, lui préférant les récits mythologiques hindous.

UN BILAN MITIGÉ

Dès 2015, des voix se sont fait entendre pour dénoncer la récupération politique du yoga. « *Le problème est de présenter le yoga comme une extension de la religion hindoue* », s'alarmait ainsi Sandipan Sharma, alors rédacteur en chef du site d'information *FirstPost*. Au fil du temps, le yoga a évolué pour devenir une pratique laïque, avec des adeptes dans



Narendra Modi... en yogiste convaincu.

© CAPTURES D'ÉCRAN/ GUARDIAN NEWS ET OTV

de nombreux pays. « *Tout comme le kung-fu, dont on pense qu'il est né dans les temples bouddhiques de Shaolin, le yoga a transcendé les barrières religieuses et culturelles* », analyse le journaliste. On en viendrait à oublier que certains musulmans pratiquent le yoga. « *Pourquoi en faire une question nationaliste ? Ce n'est pas parce que je veux ou ne veux pas faire de yoga que je suis ou ne suis pas un patriote* », souligne Asaduddin Owaisi, président du seul parti politique musulman à audience nationale en Inde, le All India Majlis-e-Ittehadul Muslimeen. Suneel Singh,

célèbre professeur de yoga à New Delhi, abonde dans ce sens : « *Le tai-chi est-il uniquement chinois ? Le football est-il uniquement anglais ? Il en va de même pour le yoga, qui est un moyen bon marché de se maintenir en bonne santé.* » Pour preuve, de même que le régime végétarien reste minoritaire en Inde, contrairement à ce que laisse entendre Modi pour mieux s'en prendre aux consommateurs de viande de vache – animal sacré de l'hindouisme –, le yoga n'est pas si populaire qu'il le prétend dans son pays d'origine. Seuls 13 % des Indiens déclarent le pratiquer au moins une fois par semaine !

Ailleurs, les pays les plus attirés par le yoga sont le Canada, les États-Unis, l'Australie, Singapour et l'Irlande. Et si le yoga s'est répandu sur tous les continents, il le doit surtout au maître yogi Iyengar (1918-2014), qui s'en tenait à « *des principes orthopédiques oubliés par l'homme moderne* ». À Bombay, dans le quartier de Bandra, Siddharth, 45 ans, demeure fidèle à cette approche « vieille école ». Son père était un disciple de Iyengar, et il forme lui-même un grand nombre de praticiens, partout dans le pays. « *Il faut parfois jusqu'à dix ans d'entraînement pour en tirer les bénéfices. L'apprentissage du yoga est très lent, il suppose patience, humilité, discipline, avant d'atteindre un état d'esprit zen* », confie l'une de ses élèves. Une pratique bien éloignée des gesticulations politiques.

Quant au bilan du yoga comme outil de *soft power*, il demeure mitigé. La communication de Narendra Modi « *a contribué à améliorer l'image de l'Inde auprès de la communauté internationale, mais l'effet, en matière de renforcement des relations avec d'autres pays, est resté assez limité* », estime la politologue belge Stéphanie Heng, dans un article publié en mai 2023 par l'Observer Research Foundation, une organisation pourtant proche du parti au pouvoir. En avril 2024, Joe Biden a confirmé, à sa manière, la vanité des jeux de séduction de Narendra Modi. Alors que le dirigeant indien présente son pays comme une puissance pacifique, le président américain évoque, lui, les pays « *xénophobes* », mettant l'Inde dans le même sac que la Russie et la Chine. ●

1- Tous les prénoms ont été remplacés, à la demande des intéressés.

2- L'un des dieux les plus importants du panthéon hindou considéré comme un membre de la sainte trinité (Trimūrti) de l'hindouisme avec Brahma et Vishnu. Personnage complexe, Shiva est associé au temps, il a le pouvoir de créer et de détruire.

3- Voir le rapport d'Amnesty International : *Si vous parlez, votre maison sera détruite, l'injustice du bulldozer en Inde*, février 2024.

« CE N'EST PAS PARCE QUE JE VEUX OU NE VEUX PAS FAIRE DE YOGA QUE JE SUIS OU NE SUIS PAS UN PATRIOTE »

– Asaduddin Owaisi, président du All India Majlis-e-Ittehadul Muslimeen

À LIRE

Dans la tête de Narendra Modi

De Sophie Landrin et Guillaume Delacroix



Depuis son élection en 2014, Narendra Modi a porté au sommet de l'État l'*hindutva*, l'idéologie nationaliste hindoue. Le brillant essai de Sophie Landrin et de Guillaume Delacroix explore la trajectoire et les motivations du Premier ministre indien. Formé au sein des RSS, l'Association des volontaires de la nation, milice inspirée des phalanges fascistes italiennes, Modi est un leader d'extrême droite. Sous ses airs de grand-père de la nation surfant

sur le *soft power* indien, il a développé un culte de la personnalité sans limites. Son portrait s'affiche partout dans les rues de Delhi. Il se présente ainsi « *en superhéros, messie hindou, gardien de la nation, sauveur* », allant jusqu'à baptiser à son nom le stade de cricket le plus grand du monde. « *Solitaire narcissique* », il a construit son écosystème de propagande, empêche le travail des médias indépendants, grâce notamment à une armée de trolls, et continue de réprimer les minorités musulmane et chrétienne. Quant aux ONG, il a supprimé la licence de 25 000 d'entre elles. Harcelée, Amnesty International Inde a dû fermer ses bureaux en 2020.

– Flore de Borde

Éd. Solin, 272 p., 21 euros.

IRAN

JEUX INTER- DITS

Le sport est un terrain privilégié de propagande pour le régime islamique. Pourtant, bravant tous les risques, des athlètes utilisent leur discipline pour défier le pouvoir ou soutenir le mouvement Femme, vie, liberté.

– Par Christophe Boltanski

En cette fin d'été 2023, un dignitaire iranien est l'hôte discret de la France. Ghafoor Kargari a débarqué le 24 août à Roissy en provenance de Téhéran. Depuis, il enchaîne les visites : Grand Palais, Invalides, Défense Arena, Cité du cinéma, Roland-Garros, Stade de France, Centre national de tir sportif de Châteauroux... Il ne fait pas du tourisme. Dans son pays, il préside le Comité national paralympique. À ce titre, il participe, avec 350 autres délégués venus du monde entier, à un « séminaire de travail » sur les Jeux paralympiques prévus à Paris, un an plus tard.

Au cinquième jour de sa tournée, le voilà au Champ-de-Mars pour applaudir les discours de clôture appelant à « *changer le regard sur le handicap* » et à promouvoir « *l'égalité et l'inclusion* ». Après cela, l'homme a prévu de prolonger son séjour. Un « *contre-temps* » l'oblige pourtant à un départ précipité. Le matin même, un avocat français dépose plainte contre lui auprès du procureur national antiterroriste.



Royan, 3 octobre 2022. Finie la boxe en cachette en Iran ! C'est en France que Sadaf Khadem a pu monter sur le ring librement. Elle y vit exilée depuis quatre ans.

© ROMAIN PERROCHEAU/AFP

Au nom de deux associations iraniennes en exil, Femme Azadi et House of Liberty, M^e Emmanuel Daoud l'accuse d'*« actes de torture »*, un crime relevant de la compétence universelle des tribunaux français.

Qui est Ghafoor Kargari ? Officiellement, il dirige, depuis le 13 décembre 2022, le Comité paralympique iranien. Auparavant, il en exerçait la vice-présidence. Il peut se prévaloir de bons résultats : lors des derniers Jeux, l'Iran s'est classé treizième au tableau des médailles. Mais lorsque cet apparatchik de 61 ans, à la barbe grise, intervient dans les médias de son pays, c'est rarement pour parler de sport en situation de handicap. Dans un journal d'Ardabil, sa ville de naissance située aux confins du Caucase, il exalte *« le culte des martyrs »* et encourage la communauté azérie à laquelle il appartient à propager l'islamisme chiite dans la région.

Sur une photo non datée, il porte les insignes et l'uniforme vert olive des gardiens de la révolution islamique, les pasdaran en persan. Tout indique son appartenance à cette milice au service du régime¹. Interrogé par l'Agence d'information de la presse de la République islamique d'Iran (Irna), lui-même se réclame de la Force Al-Qods, leur unité d'élite chargée des opérations extérieures et, surtout, de son ancien chef, le général Qassem Soleimani, tué par un drone américain le 3 janvier 2020. À plusieurs reprises, il désigne celui-ci comme son *« modèle »* et son *« camarade d'armes »*. *Fars News*, considéré comme l'organe de presse des pasdaran, écrit que les deux hommes *« ont combattu ensemble »*.

« Il s'agissait d'un haut gradé de la Force Al-Qods qui sévissait dans différents pays d'Asie centrale », affirme M^e Emmanuel Daoud. Dans le dossier transmis à la justice, l'avocat le présente comme l'un des fondateurs d'un groupe armé islamiste azéri, les Husayniyun, impliqué dans des attaques terroristes en Azerbaïdjan. *« Il faisait partie d'une milice qui est en première ligne dans la répression interne et la commission d'attentats dans le monde. »*

Sans surprise, le parquet a classé l'affaire. *« Nous avons déposé une seconde plainte avec constitution de partie civile, indique l'avocat. Notre action était symbolique. Nous n'avions pas l'espoir de voir cet homme interpellé. Nous voulions rendre compte de son pedigree et le contraindre à filer dare-dare. Je pense qu'il y réfléchira à deux fois avant de revenir en France. »*



Les tribunes de stade restent des lieux de résistance, comme ici le 29 novembre 2022, trois mois après la mort de Mahsa Amini. Des femmes sans voile et des hommes défient le pouvoir iranien pendant le match Iran-États-Unis au Qatar (Coupe du monde). © TIM GROOTHUIS/WITTERS/PRESSE SPORTS

VIOLATION DU PRINCIPE DE NON-DISCRIMINATION

En matière sportive, la République islamique ne répond pas aux principes des JO. Deux semaines après la plainte contre Ghafoor Kargari, une autre initiative citoyenne le relève : dans une lettre envoyée au Comité international olympique (CIO), un collectif – emmené par l'ancien champion du monde de boxe Mahyar Monshipour, la Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi et l'avocat Frédéric Thiriez – réclame son éviction au moins partielle des olympiades de Paris. Le motif ? Ses violations répétées du principe de non-discrimination dans le sport, pourtant, au cœur des « valeurs olympiques ».

Impossible, ou presque, pour une Iranienne de prendre place dans un stade en tant que spectatrice ou de pratiquer un sport sans collants ni hijab. En conséquence, les épreuves comme la natation, la boxe, la lutte, la gymnastique ou le beach-volley leur sont interdites.

« Nous demandons que la délégation iranienne soit au moins bannie des disciplines fermées aux femmes », insiste Mahyar Monshipour à l'origine de cette action. Il rappelle que, du fait de l'apartheid, l'Afrique du Sud a été exclue des jeux internationaux pendant plus de vingt ans. « Aujourd'hui, on écarte la

moitié de l'humanité pour des raisons purement idéologiques et ça n'émeut personne ! », s'indigne-t-il. Né à Téhéran en 1975, arrivé en France à 11 ans, sans ses parents, il dit livrer cette bataille au nom de sa « maman » : « Toute sa vie, elle a été malheureuse et discriminée. »

Sa missive n'a suscité qu'une réaction laconique du CIO : « Nous suivons avec attention la situation en Iran », se borne à répondre son président Thomas Bach. Afin que leur requête soit entendue, les signataires envisagent rien de moins que de saisir le tribunal arbitral du sport à Lausanne. « Mais cela nécessite des fonds, et on ne les a pas. On est parti pour qu'il ne se passe rien », soupire Mahyar Monshipour. Il y a cinq ans, l'ancien champion du monde a brisé un tabou. Il a permis à une Iranienne de disputer un match de boxe officiel, c'est une première. À l'époque, il retourne encore régulièrement dans son pays d'origine, malgré son rejet viscéral du régime des mollahs. En 2018, il profite d'un passage à Téhéran pour organiser un entraînement, mixte et en plein air, puisque les femmes ne peuvent pas monter sur un ring. Il réunit une vingtaine de garçons et trois filles, dont Sadaf Khadem, 23 ans (en photo, p. 24). Un an après, elle lui écrit : « Je rêve de faire un combat. »

« LES FEMMES PEUVENT FRANCHIR LES MONTAGNES SI ELLES LE VEULENT »

— Sadaf Khadem, boxeuse iranienne

Il la prend au mot et lui programme une rencontre sur le sol français. Le 13 avril 2019, à Royan, en Charente-Maritime, Sadaf s'impose par K.-O. en trois rounds contre son adversaire d'un soir. « *Les femmes peuvent franchir les montagnes si elles le veulent* », s'écrie-t-elle en larmes sur le ring. L'événement retransmis en direct par une chaîne de l'opposition iranienne fait date. « *Tout l'Iran était devant sa télé. Voir une femme en short et en débardeur, livrer un combat de boxe est un geste de résistance aux religieux* », se félicite Mahyar Monshipour. Il a prévu de raccompagner trois jours plus tard la jeune femme dans leur pays. En route pour l'aéroport, il reçoit un appel de Téhéran. « *Une personne haut placée m'a annoncé qu'un mandat d'arrêt avait été lancé contre moi* », raconte-t-il aujourd'hui. Il renonce alors à son voyage ; quant à Sadaf, elle décide de rester.

La jeune sportive vit désormais à Paris. Elle a développé sa propre ligne de vêtements et poursuit la boxe à Aubervilliers, comme en témoigne un coquard violacé à l'œil droit, stigmate de son dernier affrontement. Elle dit être devenue un « *symbole politique* », malgré elle. « *Ce n'était pas ce que je voulais. J'étais juste une sportive.* » Elle a découvert la boxe sur le tard. « *J'ai toujours aimé la bagarre et la nouveauté. Je voulais prendre des risques, être une pionnière.* » En Iran, Sadaf s'entraînait en catimini dans des parcs publics. Elle ne comprend pas ces interdits : « *Même l'Arabie saoudite possède une fédération féminine de boxe.* »

DES SPORTIVES IRANIENNES TÊTE NUE

Depuis le décès en détention, le 13 septembre 2022, à Téhéran, de Mahsa Amini, pour port non conforme du voile, les athlètes iraniennes sont de plus en plus nombreuses à défier le régime. On les voit disputer tête nue des compétitions, à l'instar d'Elnaz Rekabi, championne d'escalade, apparue avec un bandana lors des championnats asiatiques à Séoul d'octobre 2022, ou encore de Parmida Ghasemi, la tireuse à l'arc qui a fait tomber son hijab à la remise d'un prix, un mois plus tard. Quand elles ne sont pas jetées en prison, elles disparaissent quelque temps, refont surface et, sous la contrainte, présentent des excuses publiques en invoquant un « *coup de vent* », le « *stress* » ou un « *accident* » pour expliquer leur geste.

Les sportives subissent un contrôle continu. « *À l'étranger, des agents des services de sécurité ne les quittent pas d'une semelle, comme dans les délégations soviétiques des années 1960* », précise Philippe Rochard, anthropologue du sport à l'université de Strasbourg. *Si jamais vous protestez, on cible votre famille ou alors on vous libère contre une caution exorbitante qui vous oblige à hypothéquer vos biens et ceux de vos parents. La répression s'exerce à tous les niveaux.* »

Les sportifs qui soutiennent les protestataires s'exposent à des peines encore plus dures. « *Des lutteurs, des boxeurs, des culturistes, des karatékas ont été tués, exécutés, arrêtés, battus. La liste est longue. Depuis le début des manifestations en Iran, le monde du sport a beaucoup donné* », souligne l'anthropologue. Même une légende du foot, comme Ali Daei, n'est pas épargnée. Pour avoir appelé, sur son compte Instagram, les autorités à « *résoudre les problèmes du peuple iranien plutôt que de recourir à la répression* », l'ancien attaquant a vu son restaurant et sa bijouterie mis sous scellés, son passeport confisqué, son épouse et sa fille interdites de sortir du territoire.

Les Iraniens qui participeront aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris ne seront pas des athlètes comme les autres, mais des prisonniers en sursis. ●

1— Ce groupe paramilitaire est devenu l'un des piliers du régime. Il a joué un rôle central dans la répression du soulèvement Femme, vie, liberté.





© ALEXANDER NIKOLAYEV/INTERPRESS/AFP

RUSSIE

Un esprit sain dans un corps « saint »

C'est le message que Poutine veut faire passer. Lorsqu'il s'expose en train de skier, de faire du judo ou de monter à cheval, il s'érige en modèle à suivre, en « homme fort », s'inspirant de la tradition soviétique hygiéniste des années 1920. Et ça marche. Selon Lukas Aubin¹, docteur en études slaves contemporaines, « 40 % des Russes pratiquent un sport contre 20 % au début des années 2000, avec, en parallèle, un recul réel de l'alcoolisme ». La « sport attitude » du président vise aussi à démentir les méchantes rumeurs qui circulent sur son état de santé. Enfin, il a ajouté une touche mystique au sport en s'associant à l'Église orthodoxe : avant chaque grande compétition sportive, le patriarche de Moscou bénit l'équipe olympique russe pour lui apporter une protection divine.

1— La Sportokratura sous Vladimir Poutine. Une géopolitique du sport russe, de Lukas Aubin, éd. Bréal, 2022.



17 février 2024. Ramzan Kadyrov, le président tchéchène, admire deux jeunes joueurs d'un club de MMA financé par l'État.

© IVAN SEKRETAREV/AP PHOTO

TCHÉTCHÉNIE

LES GLADIATEURS DE KADYROV

L'homme fort tchétchène a érigé un art martial en outil de propagande. Soutien fidèle de Poutine, il se sert du MMA, devenu sport national, pour recruter des soldats.

– Par Christophe Boltanski

Trois champions bodybuildés de MMA (Mixed Martial Arts) jouent à la guerre dans une caserne de l'armée tchétchène. Sur la vidéo YouTube, le Nigérian Kamaru Usman et les Américains Justin Gaethje et Henry Cejudo s'amuse à mitrailler des cibles à la silhouette humaine. Après chaque salve, les soldats barbus qui les encadrent leur apportent un nouveau joujou : lance-roquettes, revolver semi-automatique, fusil d'assaut. Leur exercice de tir se déroule dans un lieu très symbolique, mais le savent-ils seulement ? Le camp de Goudermes qui les accueille, à l'est de Grozny, entraîne les militaires en partance pour le front ukrainien.

D'habitude, ces athlètes combattent avec leurs poings, leurs genoux, leurs pieds sur un ring ou dans une cage orthogonale. Dans leur sport, la lutte libre, plus connue sous son sigle anglais MMA, tous les coups sont permis. Ils drainent des millions de supporters et évoluent dans la première ligue mondiale, l'Ultimate Fighting Championship (UFC), basée à Las Vegas aux États-Unis.

En ce mois de novembre 2022, ces champions sont les hôtes de Ramzan Kadyrov, le président d'une petite république de la Fédération de Russie, la Tchétchénie (environ 1,5 million d'habitants), par ailleurs partisan dévoué de Vladimir Poutine.

L'autocrate cultive lui-même une image de cogneur avec son corps râblé et sa barbe de bouc. Sur son

compte Instagram plusieurs fois suspendu, on le voit, entre deux menaces de mort proférées contre tel ou tel opposant, soulever des autels, terrasser d'un uppercut un adversaire apathique ou exécuter quelques pompes sous les hourras d'un public aux ordres. Depuis qu'il a succédé à son père, Akhmat, tué dans un attentat à la bombe en 2004, il dirige sa « principauté » d'une main de fer. Il aurait ordonné des assassinats, des enlèvements et aussi des tortures. Pour faire oublier ses turpitudes et parfaire sa réputation de guerrier, il aime inviter des figures de la jet-set, de préférence viriles. En échange d'une probable rémunération, il convie à des fêtes clinquantes des célébrités comme Steven Seagal, Mike Tyson, Jean-Claude Van Damme ou encore Gérard Depardieu. Par-dessus tout, il cherche à attirer des stars de MMA. Une discipline quasiment inconnue dans son pays au début de son règne, qu'il a élevée au rang de sport national.

LE COLISÉE DU PRÉSIDENT

L'homme fort de la Tchétchénie dispose donc de sa propre ligue baptisée Absolute Championship Akhmat. Des milliers d'athlètes dispersés dans l'ensemble du Caucase, ainsi qu'à Moscou et à Saint-Petersbourg, s'entraînent dans les Akhmat Fight Clubs. Enfin, pour abriter ses jeux du cirque, il a pourvu Grozny d'un Colisée au look plus tapageur que romain. Élevé, comme ses autres constructions

« KADYROV A DÉVELOPPÉ CE SPORT [MMA], CAR IL A BESOIN DE PERSONNES "COURAGEUSES", PRÊTES À SERVIR DANS SES TROUPES DE CHOC »

– Chamil Albakov, dissident et représentant des Tchétchènes d'Europe

titanesques, sur les ruines de la capitale détruite à l'issue de dix ans de guerre, ce temple en forme d'artichaut se trouve à proximité de la grande mosquée Akhmat, et pas très loin du stade Akhmat Arena. Presque tout porte le nom de son défunt père.

À l'instar d'autres peuples d'Asie centrale, les Tchétchènes pratiquent depuis la nuit des temps la lutte considérée comme une école de discipline. À cette activité traditionnelle, Kadyrov préfère un sport réputé pour ses coups bas, son ultraviolence et son aspect spectaculaire. « *Il a compris que le MMA allait lui permettre de jouir d'un rayonnement planétaire. Car c'est un jeu particulièrement médiatisé, notamment sur les réseaux sociaux* », explique Laamal Loujaine, qui prépare une thèse sur le sujet à l'Université libre de Bruxelles. Le pugilat se déroule autant sur le ring qu'en dehors. La conférence de presse, la pesée, les face-à-face, qui précèdent et suivent le match, sont l'occasion d'empoignades. Chaque incident remobilise les fans, crée du buzz et encourage davantage de spectateurs à payer pour assister à la rencontre.

En dix ans, cette lutte est devenue une machine à cash, ainsi qu'un redoutable outil de propagande pour le pouvoir. Ramzan Kadyrov va jusqu'à mettre en scène ses propres enfants : Akhmat, Ali et Adam. Il leur a fait disputer leur premier combat en 2016, respectivement à 11, 10 et 8 ans, sans protection, sous les projecteurs aveuglants de son Colisée. L'événement retransmis par la télévision nationale avait choqué, y compris les instances sportives russes. Sans surprise, les gamins avaient été déclarés vainqueurs tous les trois par K.-O. Ils poursuivent depuis leur ascension qu'aucune défaite ne vient étonnamment troubler. « *Ça fait marcher tout le monde. Leurs adversaires savent qu'il vaut mieux ne pas gagner s'ils tiennent à la vie* », confie une professionnelle du MMA.

PRESSIONS SUR UN CHAMPION

Leur père leur a trouvé le meilleur des entraîneurs, Khamzat Chimaev, 29 ans, actuellement invaincu dans la catégorie des poids moyens. Surnommé « le Loup », le champion tchétchène, redouté pour ses crocs-en-jambe et ses frappes au sol, compte 7,8 millions de *followers* sur Instagram. Quand il ne livre pas quelques lucratifs combats, il sert de baby-sitter aux fils du Président. Il poste régulièrement des photos de leurs prouesses dans leur gymnase personnel, au bord d'une piscine à Dubaï ou à l'intérieur du très réputé centre d'entraînement Tiger Muay Thaï en Thaïlande. « *Si ton frère se tient à tes côtés, tes ennemis tomberont comme de la grêle* », dit la légende.

Émigré en Suède à l'âge de 19 ans, l'entraîneur « *soutenait au début de sa carrière le mouvement indépendantiste* », assure l'avocat Aboubakar Yangoulbaïev, lui-même réfugié à Paris. Kadyrov l'a personnellement invité à revenir et lui a offert en échange une luxueuse villa et deux Mercedes Classe G. On me dit aussi qu'il n'avait pas la possibilité de rejeter son offre, car il a de la famille en Tchétchénie et celle-ci aurait été en danger en cas de refus ». Une méthode courante du régime que connaît bien le jeune avocat, défenseur des droits humains : en représailles à ses activités, sa mère, Zarema Moussaïeva, a été enlevée le 20 janvier dernier dans son appartement de Nijni Novgorod, au centre de la Russie, par des sbires de Kadyrov. « *Elle est actuellement emprisonnée à Argoun* », un faubourg de Grozny, indique M^e Yangoulbaïev.

VIVIER DE RECRUTEMENT MILITAIRE

Si l'entraîneur des enfants du président est traité en VIP, ses gladiateurs stars sont considérés comme des héros. Dans Grozny, leurs visages et leurs muscles sous stéroïdes s'étalent sur des panneaux publicitaires géants. Kadyrov assiste en personne à leurs triomphes dans son arène de verre, sautillant de joie à chaque raclée. Il sait que leur popularité incitera davantage de jeunes Tchétchènes à rejoindre ses clubs de combat. Car l'art martial lui sert aussi de centre de recrutement pour son armée privée.

« *Le MMA te permet d'avoir une arme, une voiture et la liberté de faire ce que tu veux. Forcément, ça plaît*

Depuis l'âge de 11 ans, Akhmat, le fils aîné de Ramzan Kadyrov, combat sur des rings de MMA.

© YELENA AFONINA/TASS/SIPA USA/SIPA



à tous les jeunes. Malheureusement, ils ne sont pas conscients de ce qu'il y a derrière, prévient Chamil Albakov, un dissident, représentant des Tchétchènes d'Europe. Kadyrov a développé ce sport, car il a besoin de personnes "courageuses", prêtes à servir dans ses troupes de choc et, pour certaines, à être employées dans la guerre contre l'Ukraine. » Les athlètes qui ne deviennent pas professionnels finissent bien souvent dans la garde prétorienne du régime. « Il suffit de consulter leurs comptes Instagram. Beaucoup d'entre eux portent aussi des tenues militaires », remarque la chercheuse Laamal Loujaine.

Arborant une barbiche et un éternel bonnet noir, Abuzaid Vismuradov incarne mieux que quiconque cette osmose entre gymnases et casernes. Ami d'enfance de Kadyrov, il préside l'Akhmat Fighting Club et, à ce titre, gère ses athlètes. Auparavant, il dirigeait ses forces spéciales, appelées Terek, tenues responsables de meurtres et de tortures, notamment contre des homosexuels. Pour cette raison, il figure sur la liste noire des pays occidentaux, tout comme son patron. Par ailleurs, en septembre 2022, le Trésor américain a gelé les avoirs des structures dédiées au MMA en Tchétchénie au motif que « Kadyrov participe à l'effort de guerre de la Russie en recrutant [des miliciens] par l'intermédiaire de ses clubs d'arts martiaux mixtes ».

Le président tchétchène appuie le régime de Poutine de façon inconditionnelle : en février 2022, début de

la guerre contre l'Ukraine, Kadyrov organise illico une manifestation de soutien sur la place centrale de Grozny. Debout, sous un dais, il porte un treillis de circonstance, ainsi que des bottes Prada pour faire bonne mesure. Tandis que ses partisans poussent son cri de guerre – *Akhmat Sila!* (« le pouvoir à Akhmat ») –, il promet d'envoyer 10 000 hommes sur le front. Autour de lui se dressent ses champions, comme son athlète préféré : Abdul-Kerim Edilov. Ce dernier disputait l'UFC avant d'être nommé vice-Premier ministre. « Nous sommes prêts à mourir par la voie de Kadyrov », écrit-il peu après sur Internet. Une déclaration dont il ignore, sans doute, la portée prophétique. Quelques mois plus tard, il disparaît. Compte Instagram supprimé. Silence des autorités. Il serait tombé en disgrâce. A-t-il été assassiné ou tué au combat ?

Combien sont-ils à guerroyer en Ukraine ? Nul ne le sait précisément. Et parmi eux, quelle place occupent les athlètes de MMA ? « Ils n'ont pas le choix », déclare sous couvert de l'anonymat une Tchétchène exilée en France. Son cousin, âgé de 22 ans, pratiquait la lutte libre au sein du Berkut FC, un club privé de Grozny. « Un jour, les hommes de Vismuradov sont venus et leur ont dit : "T'as quel âge ? Toi, on te recrute". Après ça, ils ont reçu leur convocation. » Le jeune homme a arrêté de se rendre au gymnase. « Il s'est caché et a pris la fuite. On l'a envoyé à Dubaï. Son meilleur ami a été enrôlé. Il est aujourd'hui en Ukraine. On n'a aucune nouvelle de lui. » ●

CHINE

OÙ EST DONC PASSÉE PENG SHUAI ?

La championne de tennis chinoise, Peng Shuai, a disparu plus de deux semaines, alors même qu'elle avait accusé un homme politique d'agression sexuelle. Quand la disparition forcée devient une arme pour étouffer la dissidence.

– Par Théophile Simon



En ce début du mois de novembre 2021, l'hiver s'installe doucement sur Pékin. La capitale chinoise est en effervescence : trois mois plus tard, elle accueillera les Jeux olympiques d'hiver. Malgré la pandémie de Covid et les fermetures en chaîne de frontières, le Parti communiste chinois (PCC) espère rééditer le triomphe des Jeux d'été de 2008, dont Pékin était déjà la ville hôte. Avec ses infrastructures pharaoniques, sa spectaculaire cérémonie d'ouverture et sa propagande

tonitruante, la grand-messe sportive symbolisait alors le fameux « réveil » de l'empire du Milieu entérinant son statut de superpuissance.

Mais une lettre ouverte publiée sur les réseaux sociaux va saper les réjouissances. Il est un peu plus de 22 heures, ce 2 novembre, lorsqu'un court texte apparaît sur le compte Weibo [l'équivalent chinois de X, ex-Twitter] de la plus célèbre des joueuses de tennis chinoises, Peng Shuai. « Pourquoi es-tu revenu me chercher, pour m'emmener dans ta chambre et me forcer à avoir des rapports sexuels ? [...] J'ai eu tellement peur cet après-midi-là. Qui aurait pu croire que ta femme serait consentante et même qu'elle monterait la garde ? », écrit la championne de 35 ans à l'adresse de Zhang Gaoli, un ancien vice-Premier

ministre de 75 ans, toujours très en cour dans les hautes sphères du PCC. *« Suis-je encore humaine ? J'ai l'impression d'être une morte-vivante. [...] Je n'ai aucune preuve, et je n'aurais pas pu en avoir. »*

DE L'EFFACEMENT À LA DISPARITION

Le message fait l'effet d'une bombe. La Chine, tenue éloignée de la vague #MeToo par la puissante censure du PCC, n'est guère coutumière des accusations de viol lâchées en place publique, et encore moins à l'encontre de la nomenklatura gouvernementale. D'autant que la notoriété de Peng Shuai, l'ex-numéro un mondial du double au classement international de l'Association des joueuses de tennis (WTA), donne à l'accusation une résonance planétaire. La cohorte de fonctionnaires chargés de la censure numérique se met en branle : en quelques minutes, le texte de Peng Shuai est supprimé de Weibo. Tous les mots clés associés : « tennis », « balle de tennis », « sport », « vice-ministre » disparaissent de la Toile chinoise.

Le régime ne se contente pas de gommer les mots qui fâchent. Peng Shuai elle-même disparaît, semble s'être volatilisée. Pendant dix-huit jours, la sportive ne donne plus aucun signe de vie. L'angoisse tenaille le monde du sport. Où est donc passée Peng Shuai ? La question s'étale en une de la presse internationale et sur les réseaux sociaux. Roger Federer, Serena Williams, Rafael Nadal, Naomi Osaka et bien d'autres virtuoses de la raquette exigent des comptes à Pékin. Face à l'ampleur de la mobilisation, les autorités chinoises lâchent un peu de lest : le 20 novembre, une vidéo de Peng Shuai dans un restaurant est postée sur Twitter par les médias d'État chinois. Une autre la montre en train de féliciter des enfants lors d'un tournoi de tennis. Ces preuves de vie ne rassurent guère, d'autant que Peng Shuai ne répond toujours pas aux médias étrangers.

LES AMBIGUÏTÉS DU CIO

Pékin va alors trouver un allié inattendu pour tenter d'éteindre l'incendie. Le 21 novembre, le Comité international olympique (CIO) publie une photo montrant son président, Thomas Bach, en visioconférence avec Peng Shuai. La joueuse de tennis aurait « expliqué qu'elle est saine et sauve et qu'elle vit chez elle à Pékin, mais qu'elle souhaite que sa vie privée soit respectée en ce



L'ex-vice-Premier ministre Zhang Gaoli à l'Onu, en 2016.

© MIKE SEGAR/REUTERS

moment. C'est pourquoi elle préfère passer du temps avec ses amis et sa famille en ce moment », détaille le communiqué de presse de l'organisation sise en Suisse. Dans ce dernier, aucune référence aux accusations de viol de Peng Shuai à l'encontre de Zhang Gaoli. Circulez, il n'y a rien à voir ! Les défenseurs des droits fondamentaux s'insurgent. *« Le CIO s'engage dans des eaux dangereuses. Il devrait faire très attention à ne pas participer au blanchiment d'éventuelles violations des droits humains »,* alerte ainsi Alkan Akad, spécialiste de la Chine à Amnesty International.

Dix jours plus tard, la WTA, organisatrice des plus grands tournois internationaux, annonce suspendre toutes ses compétitions en Chine et à Hongkong. Ce choix coûte à l'Association des joueuses de tennis plusieurs dizaines de millions d'euros de revenus annuels, mais il est accueilli par une avalanche de soutiens. Novak Djokovic, le numéro un mondial d'alors, salue ainsi une décision « très audacieuse et très courageuse ». Le boycott sonne en revanche comme une gifle pour Pékin, à deux mois du coup d'envoi de ses Jeux d'hiver. Tandis que les journaux inféodés au régime chinois vitupèrent contre la « propagande » de la WTA, le CIO affirme mener une « diplomatie de la discrétion » depuis les rives du lac Léman, en enchaînant les visioconférences avec Peng Shuai. Mais elle n'en diffuse jamais le moindre extrait.

Au fil des semaines, la jeune femme réapparaît à deux occasions. D'abord lors d'une rencontre fortuite – en réalité arrangée de toutes pièces – avec un journal de Singapour, le 19 décembre 2021, au cours de laquelle Peng Shuai nie avoir accusé quiconque de viol, plaidant un « malentendu ».

Ensuite pendant une interview accordée au journal français *L'Équipe* le 7 février, sous la surveillance de membres du comité olympique chinois. Installée dans une chambre d'hôtel à Pékin, où le Comité olympique chinois a établi ses locaux, la championne dément à nouveau avoir été agressée sexuellement et annonce mettre fin à sa carrière. Elle est visiblement mal à l'aise, mais en bonne santé. Quelques photos d'elle dans les tribunes des JO de Pékin filtreront par la suite. Puis plus rien. Peng Shuai n'a pas refait surface, à ce jour.

CONFESSIONS CATHODIQUES

L'émoi suscité par le destin brisé de la sportive reste vivace. En novembre 2022, Steve Simon, le directeur de la WTA, promet que celle-ci ne « *transigera pas sur les principes* ». En janvier 2023, il assure que le retour de son association en Chine dépend d'une « *solution à la situation* » de Peng Shuai, impliquant au minimum une rencontre avec la championne et une enquête sur les accusations de viol. Mais le portefeuille a parfois ses raisons que la morale ignore. En avril 2023, la WTA finit par manger son chapeau... et annonce mettre fin à son boycott de la Chine. « *Après seize mois de suspension des*

Interviewée par le journal français *L'Équipe*, le 7 février 2022, Peng Shuai dément toute agression sexuelle.

© PAPON BERNARD/PRESSE SPORTS



« LE CIO S'ENGAGE DANS DES EAUX DANGEREUSES. IL DEVRAIT FAIRE TRÈS ATTENTION À NE PAS PARTICIPER AU BLANCHIMENT D'ÉVENTUELLES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS »

– Alkan Akad, spécialiste de la Chine à Amnesty International

compétitions de tennis en Chine [...], la situation n'a montré aucun signe de changement. Nous avons conclu que nous ne parviendrons jamais à atteindre pleinement ces objectifs, et ce sont nos joueurs et nos tournois qui, en fin de compte, paieront un prix extraordinaire pour les sacrifices qu'ils ont consentis », tente de justifier l'association sportive.

À l'exception de quelques joueuses de tennis, dont la Française Alizé Cornet, rares sont celles qui refusent de reprendre la route de l'empire du Milieu. Entre septembre et octobre dernier, la WTA a organisé sept tournois entre la Chine et Hongkong. Aussi célèbre soit-il, le nom de Peng Shuai disparaît inexorablement du devant de la scène médiatique pour rejoindre la cohorte de personnalités chinoises portées disparues et qui parfois réapparaissent : l'actrice Zhao Wei, idole d'une génération de Chinois pour son rôle dans la série *My Fair Princess*, s'est volatilisée en août 2021 ; Jack Ma, milliardaire fondateur d'Alibaba [*géant chinois du numérique*], a disparu des radars pendant trois ans à la suite d'un discours critique contre le pouvoir central en 2020 ; la même année, l'homme d'affaires et blogueur Ren Zhiqiang a disparu dans des conditions similaires ; l'éminent avocat Gao Zhiseng n'a plus donné de nouvelles depuis 2017. Parfois, une contrition télévisée permet aux importuns de « réapparaître ». En 2015, un libraire hongkongais kidnappé sur une plage thaïlandaise resurgit quelque temps plus tard en pleine confession sur la principale chaîne chinoise. De même, en 2018, Wang Linqing, juge à la Cour suprême, s'évanouit dans la nature avant de se retrouver à la télévision d'État pour faire son autocritique. Pour contrer cette pratique infamante, treize « confessions » chinoises ont demandé en 2021 à Eutelsat, le principal opérateur satellite européen, de bannir deux chaînes du PCC de leurs ondes. ●

SPORT & POUVOIR



© KNS/KCNA/AFP

CORÉE DU NORD

Kim Jong-Un, mortel combat

En août 2013, le leader nord-coréen se fait prendre en photo avec l'équipe de foot qu'il vient de créer : le Hwaebul Sports Club. Les joueurs sont issus de la Ligue de la jeunesse patriotique socialiste, directement rattachée au parti. Autant dire, l'incarnation de son pouvoir. Un pouvoir absolu où il est seul capitaine : quelques mois après ce cliché, Kim Jong-un fit exécuter son rival, Chang Song-taek, jusqu'alors considéré comme la deuxième personnalité la plus puissante du régime de Pyongyang.

ZONE GRISE SUR DRAPEAU BLANC

Les athlètes de pays en guerre peuvent-ils participer aux JO ?
Le comité censé en décider a bien du mal à trancher.

— Par Grégoire Osoha

C'est acté : les athlètes russes et biélorusses participeront bien aux Jeux de Paris, mais sous bannière neutre. Par contre, ils ne pourront pas défilier lors de la cérémonie d'ouverture. La décision a été prise par le Comité international olympique (CIO). Pourtant, à plusieurs reprises depuis la guerre déclenchée par la Russie en Ukraine, le président Volodymyr Zelensky a fait savoir publiquement qu'il s'opposait à la participation des athlètes russes aux Jeux de Paris, laissant même planer une menace de boycott de son pays si le comité n'accédait pas à sa demande. Une position soutenue par plusieurs pays européens, comme le Danemark où la Grande-Bretagne.

Le président ukrainien a un argument de poids : l'olympisme est né sous l'étoile du pacifisme. Dans l'Antiquité, l'organisation des Jeux s'accompagnait d'une trêve

qui permettait aux concurrents et aux spectateurs de rejoindre la cité grecque d'Olympie sans crainte. Et deux mille ans plus tard, en 1894, le baron Pierre de Coubertin ressuscitait la compétition en déclarant : « *Exportons des rameurs, des coureurs, des escrimeurs : voilà le libre-échange de l'avenir. Et le jour où il sera introduit dans les mœurs de la vieille Europe, la cause de la paix aura reçu un nouvel et puissant appui.* » Difficile dans ces conditions pour le CIO de voir flotter le drapeau russe aux côtés de celui des JO lors des épreuves de cet été.

Pour autant, le mouvement olympique ne se résout pas à bannir totalement des sportifs russes et biélorusses. « *Aucun athlète ne devrait être puni pour les actions de [son] gouvernement* », précise la présidente de la commission des athlètes du CIO, Emma Terho. Ce n'est pas une première. Déjà, aux Jeux de Barcelone en 1992, en pleine guerre d'ex-Yougoslavie, les ressortissants de la Serbie et du Monténégro avaient concouru sous



bannière neutre. La solution de la « bannière neutre » ne s'applique pas à toutes les disciplines. Certaines fédérations internationales, comme celle de l'équitation, ont pris les devants en interdisant aux athlètes russes et biélorusses de participer à leurs épreuves qualificatives pour les JO. Et pour compliquer encore les choses, le CIO exclut tous les sports collectifs du dispositif, considérant que la neutralité ne pouvait se concevoir qu'au niveau individuel.

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE... NEUTRE

Mais comment établir la neutralité d'un individu ? Telle est l'épineuse question à laquelle doit s'atteler le Comité des athlètes individuels neutres (AIN) créé en mars 2024 et composé de trois anciens sportifs internationaux devenus cadres du CIO. Pour détecter cette fameuse neutralité, le comité des AIN peut s'appuyer sur deux règles internes. La première refuse les athlètes soutenant activement la guerre. Et la seconde exclut celles et ceux sous contrat avec l'armée russe ou biélorusse. Une condition loin d'être anodine pour des pays de l'ex-URSS, où les institutions sportives sont intimement liées aux structures militaires et où il est courant d'honorer des performances athlétiques avec des décorations soldatesques. À titre d'exemple, aux Jeux de Tokyo en 2021, 45 des 71 médaillés de l'équipe olympique russe étaient membres du Club sportif central de l'armée russe. Mais revenons sur la première condition. Souhaiter un bon anniversaire à Vladimir Poutine sur les réseaux sociaux sera-t-il considéré comme un soutien actif à la guerre ? Idem pour les sportifs ayant liké des messages du Kremlin ? Les membres du Comité sauront-ils discerner les pressions, voire les menaces de représailles, subies par les athlètes qui auraient refusé de prendre publiquement parti ?

Le cas du lutteur Abdulrashid Sadulaev est emblématique. En septembre 2023, il se qualifie pour les Jeux au cours d'un tournoi à Belgrade dont avaient été exclus une trentaine de ses camarades en raison de « *leur soutien actif à la guerre en cours* ». L'accusation n'avait pas été retenue contre Sadulaev malgré sa participation à un rassemblement favorable à l'annexion de territoires dans le Donbass ukrainien un an auparavant. Pour justifier son choix, La Fédération internationale de lutte expliquait alors que Sadulaev avait subi des pressions et que sa présence à la manifestation « *ne relevait pas de [sa] propre volonté* ». Or, quelques mois plus tard, début avril 2024, la même Fédération change d'avis : elle évince finalement le lutteur des Jeux de Paris. Faut-il y voir l'intervention discrète du Comité des AIN ? Ou peut-être celle de la diplomatie ukrainienne qui met régulièrement à jour, sur son site internet, une liste noire des sportifs russes soutenant à ses yeux l'invasion russe ? Lors de sa conférence de presse du 19 mars, le CIO a estimé qu'une cinquantaine d'athlètes russes et biélorusses devraient être présents à Paris cet été, contre plus de 400 à Rio en 2016. Avec le risque de ne voir que des sportifs suffisamment riches et célèbres pour s'offrir un exil sans répercussions. À l'instar de Daniil Medvedev, résidant à Monaco et quatrième joueur de tennis le mieux payé en 2023 (avec 18,6 millions d'euros), qui s'est déclaré « *pour la paix dans le monde entier* ». Voilà, en effet, qui réglerait le problème ! ●

Aux JO d'été 2020, les athlètes russes participaient déjà sous une bannière neutre, celle du comité olympique russe (ROC). Mais c'était pour sanctionner les multiples infractions du système sportif russe aux règles antidopage. © ATSUSHI TAKETAZU/YOMIURI/THE YOMIURI SHIMBUN VIA AFP





CULTURE

L'olympisme sur grand écran

Caisse de résonance des soubresauts de l'histoire, les Jeux olympiques ont inspiré le septième art.

La Chronique vous propose une sélection de films à voir ou à revoir.



DOCUMENTS

Le Stade blanc 1928

Arnold Franck (Allemagne)

S'il faut un film pour porter haut les valeurs sportives et la poésie d'une trêve olympique, c'est celui-ci. Magnifique document d'un âge d'or du cinéma muet, *Le Stade blanc* retrace la deuxième olympiade d'hiver qui, au cœur de l'Europe de l'entre-deux-guerres, se déroula dans le décor à couper le souffle des Alpes suisses. Les images du réalisateur Arnold Franck subliment le geste sportif et jouent avec toutes les nuances d'une lumière blanche de neige qui apporte paix et sérénité. – L.R.

Les Dieux du stade 1938

Leni Riefenstahl (Allemagne)

Premier prix de la Mostra de Venise, ce long-métrage de propagande a été tourné par la réalisatrice officielle d'Hitler, pendant les Jeux olympiques de Berlin en 1936. Pour le Führer, ces olympiades devaient servir à légitimer le III^e Reich. Contre-plongées, travellings, ralentis, corps nus filmés en clair-obscur : Leni Riefenstahl utilisa des techniques très innovantes pour l'époque au service d'une esthétique qui magnifie la beauté aryenne. Un document passionnant à visionner sur YouTube. – A.C.

La Gymnaste et le Dictateur 2016

Pola Rapaport (États-Unis)

Ce documentaire relate le parcours de Nadia Comaneci. À 14 ans, cette gymnaste originaire d'une bourgade de Roumanie est devenue l'idole de tout un peuple aux JO de Montréal en 1976. C'est aussi l'histoire du couple Ceausescu qui dirige alors le pays d'une main de fer. Souhaitant utiliser la sportive comme vitrine de leur réussite, ils s'inquiéteront rapidement de sa popularité grandissante. Le récit croise images d'archives, témoignage de l'entraîneur et extraits de l'autobiographie publiée par Nadia Comaneci en 2003. – G.O.



Cette comédie sociale inspirée de l'histoire du frère du réalisateur réserve quelques jolies scènes autour des racines culturelles, de la double identité, de la transmission. – A.C.

COMÉDIES

L'As des as 1982

Gérard Oury (France)

Ce film d'aventure est emblématique des films réalisés par Gérard Oury dans les années 1980. Ou comment aborder un sujet grave sur le ton du burlesque. Jean-Paul Belmondo interprète Jo Cavalier, entraîneur de l'équipe de France de boxe aux Jeux olympiques de Berlin en 1936. Évidemment, rien ne se passe comme prévu, et Jo se retrouve à aider une famille juive à quitter l'Allemagne nazie. Un brin désuet, parfois caricatural, le film fut néanmoins un succès du box-office avec 5,5 millions d'entrées. – G.O.

Good Luck Algeria 2016

Farid Bentoumi (France)

Amis d'enfance, Samir et Stéphane ont créé une entreprise de skis de fond de compétition. Alors qu'ils se trouvent confrontés à un problème de liquidité, les deux associés ont une idée folle pour relancer leur société : qualifier Samir aux JO en le faisant concourir sous la bannière de l'Algérie puisqu'il est binational.

TRAGÉDIES

Miracle on Ice 1981

Steven Hilliard Stern (Canada)

Miracle 2004

Gavin O'Connor

(États-Unis)

Mettre une volée aux Soviétiques en pleine guerre froide, personne n'y croyait. Surtout pas en hockey sur glace, sport dans lequel l'URSS dominait le monde. Vingt ans que les États-Unis ne les avaient pas battus. Et voilà qu'en 1980, aux Jeux olympiques d'hiver de Lake Placid, une équipe de vingt jeunes *rednecks*¹ les terrassent. Un vrai miracle ! C'est d'ailleurs le titre des deux films consacrés à cet exploit. Sans verser dans un patriotisme facile, ces longs-métrages sont une ode à la force collective du sport. – É.D.

1 – Surnom (« nuque rouge ») donné aux personnes vivant en milieu rural, essentiellement dans le sud et l'ouest des États-Unis.

Children of Glory 2006

Krisztina Goda

(Hongrie)

Freedom's Fury 2006

Colin Keith Gray

et Megan Raney

(États-Unis)

Difficile d'imaginer une tension plus forte au cœur d'une partie. En 1956, dans une piscine de Melbourne, la Hongrie, équipe reine du water-polo, rencontre l'URSS. L'Armée rouge vient de réprimer l'insurrection de Budapest, et la violence des combats se répercute dans les eaux

olympiques. Les gradins sont en feu, et les nageurs se battent au point que « *l'eau devient rouge* ». Deux films de 2006, une fiction hongroise (*Children of Glory*) et un documentaire américain (*Freedom's Fury*), reconstituent cet épisode où la politique embrase le sport. – L.R.

Un jour en septembre 1999

Kevin Macdonald

(Royaume-Uni)

Munich 2005

Steven Spielberg

(États-Unis)

JO de Munich en 1972, un commando palestinien prend en otage des athlètes israéliens (17 morts). Le documentaire *Un jour en septembre* montre que l'angoisse était folle, la rage irrépressible, mais qu'il ne fallait surtout pas qu'elles enrayent la fête sportive. Dans *Munich*, le film le plus ambitieux sur une tragédie qui a inspiré quelques thrillers sans relief, Spielberg tente de rendre à la violence sa nature traumatisante, il raconte la traque labyrinthique des terroristes et le puits sans fond du désir de vengeance. Une piqûre d'actualité. – L.R.

BIOPIC

La Couleur de la victoire 2016

Stephen Hopkins (États-Unis)

Dans les années 1930, Jesse Owens, jeune Afro-Américain, enchaîne les records du monde de saut en longueur, 100 et 200 mètres. Sélectionné pour les JO de Berlin organisés par l'Allemagne nazie, il y rafle quatre médailles d'or. Boudé par l'Amérique ségrégationniste – Roosevelt ne reconnut jamais ses victoires –, ignoré par Hitler – qui refuse de le rencontrer –, cet athlète attachant était aussi totalement dépolitisé. Jesse Owens fut un dieu du stade, pas un héraut de l'antiracisme. – É.D.

THÉÂTRE

Le revers de la médaille

Terrain propice aux violences sexuelles, le sport français fait face à un mouvement de libération de la parole. Une conférence théâtralisée contribue à rompre l'omerta.

© RAYNAUD DE LAGE

Deux comédiens, un tapis en guise de scène et une ronde de chaises qui écrit peu à peu le mot OMERTA en lettres capitales. Nous sommes à Vincennes, dans une salle de basket de l'Institut national du sport de l'expertise et de la performance (Insep). Un temple du sport où quelque 800 athlètes s'entraînent. Parmi eux, 93 mineurs vivent en internat, dont la plus jeune a 13 ans. Le 7 février dernier, la troupe For Happy People & Co y a présenté pour la première fois son *Petit guide vivant des bonnes pratiques dans le sport*, une conférence théâtralisée. Quelques paravents tentent de créer un espace plus confidentiel au sein d'une immense salle d'entraînement qui n'a rien d'un théâtre. Les comédiens sont obligés de pousser la voix pour être entendus, ce qui casse l'intimité dont ils auraient besoin pour aborder leur sujet. Mince et sautillant dans sa tenue de jogging, Jules, alias Jean-François Auguste, et Rime, incarnée par Claire Delaporte, campent le rôle de coachs et enchaînent les scènes avec rapidité, ballon de foot à la main et sifflet au bec. « Pour quoi fait-on du sport

en général ? », demande Jules, avant d'énumérer toutes les bonnes raisons de chausser ses baskets : le plaisir, le goût de la victoire ou des JO, ou encore la solidarité, l'inclusion, la sororité, ou « *pour ne plus toucher terre* ». Puis le texte écrit par Laetitia Ajanohun aborde les dérives du milieu : les petites remarques sexistes, racistes, homophobes qui surgissent l'air de rien, l'entraînement trop intensif ; le coach violent, mais jamais recadré ; les parents obsédés par les résultats de leur enfant, qui n'écourent pas sa souffrance. Et aussi l'agression sexuelle, la sidération, le traumatisme, l'audition par la police...

OUVRIR UN MONDE CLOS

« C'est notre quatrième projet sur un sujet relatif aux droits humains, explique Morgane Bourhis, conceptrice du spectacle. La conférence théâtralisée permet d'aborder un thème sans être un expert et de donner la parole au public. C'est du théâtre documenté plutôt que documentaire. Et ce qui m'intéresse, c'est de voir ce que cela questionne



chez les autres. » Pendant une année, Morgane Bourhis a dévoré tout ce qui avait été publié sur les violences sexuelles et sexistes dans le sport, livres ou articles de presse afin de reconstruire une chronologie. Et notamment le livre *Un si long silence*, paru en 2020, dans lequel l'ancienne championne de patinage, Sarah Abitbol, accusait un entraîneur de l'avoir violée lorsqu'elle avait 15 ans. Un pavé dans la mare.

Morgane Bourhis a aussi visionné plusieurs heures d'audition de la commission d'enquête parlementaire (lire l'encadré ci-dessous). Quant à Jean-François Auguste, il a fait appel à ses souvenirs de jeune athlète pour mettre en scène le texte. Inscrite au catalogue des animations du ministère des Sports depuis le début de l'année, la pièce a été jouée et rejouée à

l'Insep, devant des adolescents et des salariés. Elle a suscité des réactions diverses. « *Peut-on accéder à un haut niveau sans violence ?* », a par exemple questionné une directrice. « *Pourquoi ne parler que des entraîneurs ? C'est la même chose partout dans la société !* », s'est presque insurgée une autre encadrante. Devant un public de judokas de 18 ans, Morgane Bourhis a entendu les hommes revendiquer la nécessité de la douleur et de la souffrance dans leur pratique. « *Ils pensent que la violence est liée au fait que c'est un sport genré*, rapporte-t-elle. *Les filles se sont beaucoup exprimées sur le sexisme, et l'on a observé qu'elles étaient dévalorisées par leurs camarades masculins.* »

« *C'est un spectacle très explicite, qui réconforte et n'est pas traumatisant*, estime Marie-Françoise Prigent, entraîneuse nationale et directrice du Pôle olympique et paralympique de canoë-kayak à Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne). *Il est un peu exigeant pour des adolescents de 13 ans, mais les nôtres ont adhéré. Le débriefing organisé avec les adultes, d'un côté, et les jeunes, de l'autre, a permis de faire*

avancer la réflexion sur le rapport à l'autre, entre filles et garçons, mineurs et majeurs. »

Aborder des tabous comme celui du coach harceleur ou des parents hyper exigeants ouvre la voie à une prise de conscience collective. La conférence s'achève sur une ouverture. Les comédiens invitent les spectateurs à poser une question par écrit, à réagir ou à témoigner anonymement grâce au Post-it collé sous leur chaise. Certains s'interrogent sur la procédure à suivre si l'on est témoin ou victime de harcèlement. Il arrive aussi qu'un Post-it révèle un abus, une situation d'emprise, de violence dans le cadre sportif ou familial. Dans ce cas, il est mis de côté, et les encadrants font le nécessaire pour y apporter une réponse, comme rencontrer les parents ou déclencher les procédures nécessaires en cas de délit ou de crime. Chaque fédération sportive a aujourd'hui l'obligation d'avoir un référent « éthique et intégrité » responsable de la prévention, de l'information et de la prise en charge des cas de violence. Et les numéros d'urgence de psychologues, les contacts d'associations sont aussi affichés dans les couloirs des centres sportifs. Mais cela ne suffit pas toujours pour oser dire les choses. À terme, Morgane Bourhis souhaite que les adolescents bénéficient d'un temps de préparation avant la pièce et qu'une psychologue soit présente pour prendre le relais après, si nécessaire, pour que personne ne reste seul avec son histoire.

– Adélaïde Robault

Petit guide vivant des bonnes pratiques dans le sport

Conférence théâtralisée conçue par Morgane Bourhis

De Laetitia Ajanohun, mise en scène par Jean-François Auguste, avec Claire Delaporte et Jean-François Auguste.

Produite par Maud Blin, <https://forhappypeopleandco.com>

La compagnie For Happy People & Co est soutenue par la Fondation Amnesty International France depuis 2018.

UNE ENQUÊTE PARLEMENTAIRE EXPLOSIVE

193 personnes reçues, 92 auditions, 140 heures de réunion, le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les violences et l'omerta dans le sport révèle l'aspect systémique du problème. Remis en janvier 2024, il est disponible sur le site de l'Assemblée nationale, ainsi que les auditions.

JEUX

– Par Gaëtan Goron

MOTS CROISÉS

Avez-vous bien lu le magazine en entier ? La grille reprend des mots au gré des pages. Soyez fair-play et patient avant de regarder les solutions p. 49 !

[illegible]

À vous de trouver les mots
entre « combat » et « droits »,
puis entre « Amnesty » et « liberté ».
Les mots qui se touchent
ne diffèrent que d'une seule lettre
(mais elles ne sont pas forcément
dans le même ordre).

HORIZONTALMENT

- I. Pour elle, l'important était que les femmes aussi participent.
- II. Chef indien. Qui n'est pas en vigueur. En Europe, début de deux pays et fin de la capitale d'un autre.
- III. Un poit à l'est de ce qu'indique la boussole. Son manque crée des réfugiés climatiques. Battit le pavé.
- IV. « Tous les êtres humains naissent libres et... en dignité et en droits » (Déclaration universelle des droits de l'Homme). Capitale du Tibet.
- V. Ces oiseaux ne vivent qu'en Australie. Autant qu'un mètre cube (m^3).
- VI. Cours en petit groupe. C'est celui qu'on a dans le ventre, pas celui sur le côté (qui a un c en plus). Gouttai.
- VII. Outil de communication du chef indien cinq lignes plus haut. Le film qui suit en a obtenu un.
- VIII. Long-métrage de Pawlikowski (2013). Lettres blanches sur casques bleus. Film de Harari (2021) sur un soldat japonais qui défend une île pendant plusieurs décennies, ignorant la fin de la Seconde Guerre mondiale.
- IX. Athlète surnommé « le Finlandais volant ».
- X. D'une seule couleur. Participe enjoué.
- XI. Chef de rayons. Cette association promeut l'éthique en politique et la lutte contre la corruption.
- XII. Pour elle, lors des COP, les parties ne prennent pas assez parti. Jeu d'enfants.
- XIII. Émission qu'on n'a pas envie d'entendre. 10 corse. Attention, transformations !
- XIV. Si, deux lignes au-dessus, on est comme un vert, ici on est comme un ver. Produisais son ou lumière.
- XV. Assombrir le jour devant lui, tue sinon.
Ce que recherche le ministre des Finances pour la France. La santé chez les Anglais.
- XVI. Après bis. Son pas est bruyant. Faux marbre.
- XVII. De toutes les couleurs. La pollution de l'air le rend de plus en plus courant.
- XVIII. Prît part. Relatif à la célébration d'un mariage.
- XIX. On trouve souvent ce mot deux fois dans une phrase. Sept pour l'eau. Entrée de gamme. Il empêche les prises de sang.
- XX. 63 pour Amnesty International. Métro parisien d'une répression (Papon, 1962).
- XXI. Quand il y a peu d'espace ou d'esprit.

VERTICALEMENT

1. Sa nouvelle devise : « Mieux vaut une bougie en mots croisés que maudire les ténèbres. »
2. Très étendu. Bien portant. Pour lui, l'important était que seuls les hommes participent.
3. La paix retrouvée, les droits humains respectés, la planète sauvée. Dispositif périphérique pour bloquer la circulation. Quand une voix s'extrait d'un opéra. De quoi réfléchir.
4. Mot souvent joint à joint. Platini a dirigé cette instance. Ses fleurs sont poétiques. &. Formule de politesse.
5. Départ forcé. Hitler revu par Brecht. Ils ne manquent pas de culture, et beaucoup le regretent. Instrument de dessin. Agence des Nations unies pour les réfugiés.
6. Outil de propagande du président tchétchène Kadyrov. Nos yeux sont ébahis par la beauté des siens. Fus d'accord. Signal d'appel.
7. Faisons comme une Tyrolienne. En bloc. Tourmentai.
8. Bientôt approuvé. Un petit terrain de foot. Fut dans l'opposition. Il est source de joies mais aussi instrument de propagande.
9. Il a été pendant 38 ans roi du Maroc. Louai sans lui. Ex-filière au bac. Tête d'œuf.
10. Son frère était aussi son époux. € sans E. Équipe de football avec Socrates et une philosophie particulière.
11. Une des cinquante étoiles. Deux mots et une priorité pour Amnesty International.
12. Tels États en mauvais état. Fermée.

C	O	M	B	A	T
D	R	O	I	T	S

A	M	N	E	S	T	Y
L	I	B	E	R	T	E

Chien

On le mange avec les doigts

Trois fois avant d'entrer

La lanque dans la poche

Le bruit de l'eau

Graal de compétiteur

Comme Charles en Angleterre

On ne le mange pas avec les doigts

Comme Charles en Angleterre

Qui va bien

On l'a quand on va bien

Il ne manque pas de panache

Clair et précis

De quoi faciliter l'union aux mots

La cinquième sur vingt-six

Île de France

Rage en pages

Meldois dans la bouche

Dernière demeure

Du début du printemps

VIE DU MOUVEMENT

— Par Grégoire Osoha



TOUS UNIS CONTRE LA VIDÉOSURVEILLANCE

À Manosque, les militants d'Amnesty International ont fait découvrir au public venu voir la flamme olympique une discipline qu'ils maîtrisent tout particulièrement : la signature de pétitions.

On le sait (ou non) : les Jeux olympiques et paralympiques de Paris seront sous (haute) vidéosurveillance algorithmique (VSA), puisque le Parlement français a voté, en 2023, sa mise en œuvre dans le cadre du dispositif de sécurité (voir p. 6). Avec le risque plus que probable que l'usage de cette technologie s'inscrive durablement dans le droit.

Pour marquer leur désaccord, les militants d'Amnesty International France ont décidé de

suivre à la trace la flamme olympique. Objectif : sensibiliser le public sur tout son parcours dans l'Hexagone. Un bus aux couleurs jaune et noir, rempli d'autocollants, de flyers et même de lunettes anti-reconnaissance faciale a donc été loué par l'ONG. Premier obstacle à Marseille, où Amnesty International n'obtient pas l'autorisation de le garer sur le parcours du passage de la flamme. En revanche, la mairie de Manosque l'accepte sans sourciller. Le « Tourbus », conduit par Thibaut, arrive donc en fin de matinée, le 11 mai, place du Docteur-Joubert. Sueurs froides, les gendarmes lui en interdisent l'accès, faute d'arrêté municipal en bonne et due forme. Quelques coups de fil plus tard, la situation est réglée. Ouf, les militants de plusieurs groupes locaux de la région peuvent déballer le matériel.

À l'occasion du long week-end de la Saint-Pancrace, plusieurs autres événements sont prévus en ville. Les bénévoles d'Amnesty International doivent donc composer avec la concurrence d'une fête foraine et d'une foire commerciale. Heureusement, une démonstration de basket acrobatique de la troupe des Crazy Dunkers attire un peu de monde sur la place. Sont également présents le Don du sang et la mission locale. Philippe qui y travaille est le premier à pointer son nez dans le bus d'Amnesty International. « *Les algorithmes après*

AU CENTRE
Discussions passionnées devant le « Tourbus » d'Amnesty International.

© GRÉGOIRE OSOHA

À DROITE
1, 2, 3, 4... Annie compte le nombre de signatures glanées pendant la journée.

© GRÉGOIRE OSOHA





l'installation de caméras de vidéosurveillance en ville, ça commence à faire beaucoup. Déjà qu'on est fliqué tout le temps avec nos téléphones et nos cartes bleues. Elle est où la liberté après ça ? »

108 signatures contre la reconnaissance faciale en France

Emmenée par Annie — « Madame Pétition » à Manosque —, l'équipe de militants part à la rencontre du public. Ancienne assistante sociale, impliquée dans de nombreuses associations locales, elle est ici connue comme le loup blanc. Les badauds s'arrêtent spontanément pour la saluer et repartent rarement sans signer. Quand elle ne connaît pas les gens, la bonhomie d'Annie est telle qu'il faudrait être un goujat pour ne pas l'écouter. De son côté, Marie-Christine vient de faire signer un couple : une jeune femme dont la famille est militante de génération en génération ; un jeune homme dont les parents ont, eux, l'habitude de dire « *nous, on n'a rien à se reprocher* ».

Bien sûr, tout le monde ne signe pas. Plusieurs Manosquins estiment que cette nouvelle technologie améliorera leur sécurité alors que le taux d'élucidation des affaires par vidéosurveillance est inférieur à un pour cent. D'autres sont résignés : « *De toute façon, on est déjà tous fichés.* » Des mots frustrants pour les militants, mais ceux-ci ne désarment pas. Lionel va même au-devant de deux gendarmes. Son discours parvient à les toucher. « *C'est vous qui devrez affronter les critiques à venir liées aux erreurs dues aux biais algorithmiques.* » Le devoir de réserve empêche les agents de saisir le stylo que leur tend Lionel. Qu'importe, le bénévole est satisfait d'avoir été écouté.

Tout au long de la journée, les feuilles de pétitions s'empilent dans le bus. Au total : 108 signatures. Pour ces Manosquins, pas question d'embrasser le modèle chinois de surveillance numérique. Ils ont adopté le slogan de la campagne d'Amnesty International : « *Manifester votre voix, pas votre visage.* » Tout à coup, la place du Docteur-Joubert se vide. Au loin, une clameur. C'est la flamme qui arrive. Elle est portée par le boxeur local Karim Guerfi, surnommé « le Guépard ». L'action se termine pour les militants de Manosque. Deux jours plus tard, ce sera à ceux de Montpellier de faire entendre la voix d'Amnesty International contre la VSA. ●

LA PÉTITION, UN OUTIL MILITANT

Une pétition est un moyen de démontrer qu'un nombre conséquent de personnes soutient une demande de changement en faveur des droits humains.

Elle est remise à l'autorité concernée au moment jugé le plus opportun selon le contexte et dépasse régulièrement, dans le cas d'Amnesty International France, les 100 000 signatures.

Une quinzaine de pétitions figurent continuellement sur la page www.amnesty.fr/petitions

AGENDA Pour en savoir plus : www.amnesty.fr/agenda

Un été festivalier et militant

Amnesty International sera présente sur plus de 40 festivals partout en France. Trop souvent les droits sont bafoués, méconnus. Nous montrerons sur nos stands qu'agir pour les droits humains, c'est simple et efficace ! Le collectif est une force. Nous mettrons en avant la situation de Justyna, une défenseuse du droit à l'avortement en Pologne, harcelée par les autorités et condamnée. Injuste !



C'est quoi ?

Festival indépendant et durable depuis 2005, le Cabaret vert lance sa 18^e édition. Au-delà des concerts mêlant pop, rock, électro, rap, jazz..., c'est aussi un grand festival de BD avec plus de 70 autrices et auteurs. Cet événement, où l'on peut voguer de conférence en atelier, d'animation artistique en show d'artistes, est un incontournable du Grand-Est.

C'est où ?

Charleville-Mézières (08), square Bayard.

C'est quand ?

Du 15 au 18 août, de 16 h à 3 h
sauf dimanche de 16 h à 21 h.

Information et billets : <https://cabaretvert.com>

C'EST NOUVEAU !

Avis de (re)naissance : plateforme de formations numériques

Les services Formation des militant·e·s et Éducation aux droits humains sont heureux de vous annoncer la publication d'une toute nouvelle plateforme de formation numérique ! Elle vous permet de vous former depuis chez vous, à votre rythme et sans contrainte de lieu ou d'horaire. De nouveaux contenus sont disponibles :
> Droit international relatif aux droits humains
> Violation de la vie privée à l'ère numérique

N'hésitez pas à partager cette nouvelle plateforme. Les formations sont gratuites et accessibles à tous ceux qui s'intéressent aux droits humains que l'on soit membre d'Amnesty International ou non.

Pour explorer la nouvelle plateforme et (re)découvrir nos formations numériques :
<https://formation.amnesty.fr>

LALLION (22)

Foire aux livres
de 9h30 à 19h
salle des Ursulines
5 place des patriotes
amnesty.lannion@gmail.com
4 et 5 juillet



REVELLES (80)
Festival Rock R4
Stand et animations
de 13 h à 19 h
www.festivalr4.fr
amiens@amnesty.fr
6 juillet

EU (76)

Festival de rock
Le Murmure du son
Stand et animations
de 17 h à 21 h 30
place Isabelle-d'Orléans
www.murmureduson.org
amiens@amnesty.fr
12 et 13 juillet

COUTHURES (47)

Festival du journalisme
Stand
<https://festivalinternational-dejournalisme.com>
gillescori@outlook.fr
12 au 14 juillet



MARCIAC (32)

Festival de jazz
Stand de 15 h à 19 h
place de la mairie
www.jazzinmarciac.com
auchgers@amnestyfrance.fr
18 juillet au 8 août

MÉTABIEF (25)

Festival de la Paille
Le groupe local tiendra un stand pendant ce festival de musique, ouvert à de nombreux genres musicaux.
www.festivalpaille.fr
amnesty.pontarlier@gmail.com
26, 27 et 28 juillet

PUJOLS (47)

Foire aux livres
de 8 h à 18 h place Sainte-Foy et jardin du Belvédère
Contact : gillescori@outlook.fr
4 août

ACTION DU MOIS

ESWATINI
(EX-SWAZILAND)Thulani
Maseko

Votre Majesté,

Éminent défenseur des droits humains, l'avocat Thulani Maseko s'est battu sans relâche pour faire de l'Eswatini un pays plus libre. Il a défendu les droits des personnes LGBTI+ et il a critiqué les lois répressives ainsi que la violence dont l'État a fait usage pour étouffer les manifestations pacifiques. Thulani savait qu'il était risqué de s'exprimer. En 2014, il avait été inculpé d'outrage à l'autorité judiciaire, après avoir écrit deux articles dénonçant le manque d'indépendance de la justice eswatinienne. Il a passé plus d'un an en prison. Il a continué ses activités de défense des droits humains, déclarant en 2016 : « *Jamais nous ne nous rendrons, car nous savons que la justice a un prix.* » Le 21 janvier 2023, devant sa femme, Thulani a été abattu de trois balles tirées à travers la fenêtre de son domicile. À ce jour, personne n'a été amené à rendre de comptes pour son homicide. Nous vous demandons qu'une enquête efficace, indépendante et transparente soit menée sur ce meurtre, que les suspects soient traduits en justice dans le cadre d'un procès équitable, et que la famille de Thulani Maseko ait accès à la justice et à des recours effectifs. Veuillez recevoir, Votre Majesté, l'expression de mes salutations distinguées.

AGIR

Adressez vos appels à

Sa Majesté Mswati III
Office of the King
Lozitha Palace
PO Box 1
Kwaluseni
Eswatini

Courriel : senatepresident@swazi.net ;
clerktoparl@swazi.net ; adminparl@swazi.net

Copie à envoyer à

Ambassade d'Eswatini en Belgique
188, avenue Winston-Churchill B
1180 Bruxelles - Belgique
Courriel : brussels@swaziembassy.be ;
brussels@eswatini-embassy.eu

Retrouvez cette action
et d'autres propositions sur :
amnesty.fr/personnes

SOLUTION
DES JEUX

pages 44-45

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I	A	L	I	C	E	M	I	L	L	I	A	T
II	M	O	D	I		M	O		S	L	O	
III	N	N	E		E	A	U		H	I	A	T
IV	E	G	A	U	X		L	H	A	S	S	A
V	S		L	E	I	P	O	A	S		K	L
VI	T	D		F	L	A	N		S	U	A	I
VII	Y	O	G	A		O	S	C	A	R		T
VIII	I	D	A		U	N		O	N	O	D	A
IX	N	U	R	M	I		U	N	I		R	I
X	T		R	A		A	N	T	I	C	O	R
XI	E	C	O	L	O	G	I	E		O	I	E
XII	R	O	T		G	R		S	O	R	T	S
XIII	N	U		E	M	E	T	T	A	I	S	
XIV	A	B	A	T		A	A	A		N	H	S
XV	T	E	R		T	I	R		S	T	U	C
XVI	I	R	I	S	E		A	S	T	H	M	E
XVII	O	T	A	T		N	U	P	T	I	A	L
XVIII	N	I		P	H		D	O		A	I	L
XIX	A	N	S		C	H	A	R	O	N	N	E
XX	L		E	T	R	O	I	T	E	S	S	E

D'UN MOT À L'AUTRE

C	O	M	B	A	T
C	A	B	O	T	
T	A	C	O		
T	O	C			
O	C				
O					
O	R				
R	O	I			
R	O	T	I		
T	R	O	I	S	
D	R	O	I	T	S

A	M	N	E	S	T	Y
S	E	Y	A	N	T	
S	A	N	T	E		
E	T	N	A			
N	E	T				
E	T					
E						
R	E					
I	R	E				
B	R	I	E			
B	I	E	R	E		
B	E	L	I	E	R	
L	I	B	E	R	T	E

LA CHRONIQUE
LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Claude Samouiller

RESPONSABLE ÉDITORIALE

Pauline David

RÉDACTRICE EN CHEF

Virginie Roels

PREMIÈRE SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Claire Laudereau

RÉDACTRICE RESPONSABLE CULTURE

Aurélien Carton

ASSISTANTE ICONOGRAFIE

Vanessa Lepoutre

CONTACT RÉDACTION

chronique@amnesty.fr

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Anouchka

Christophe Boltanski

Flore de Borde

Patricia Couturier

Bernard Debord

Josette Debord

Guillaume Delacroix

Michel Despratx

Éric Dourel

Elsa Dupont

Gaëtan Goron

Pierre Haski

Grégoire Osoha

Laurent Rigoulet

Adélaïde Robault

Théophile Simon

CORRECTRICES

Mireille Berkani

Élisabeth Maucollot

CONCEPTION / RÉALISATION

Élise Desmars-Castillo

Teresa Malheiro

EN COUVERTURE

© The Granger Collection, New York /

Coll. Christophel

ABONNEMENTS

3 €/mois ou 36 €/an

(30 € si membre

d'Amnesty International)

CONTACT ABONNEMENTS

smd@amnesty.fr

JOINT À CE NUMÉRO

BREF N°14

IMPRESSION

Aubin Imprimeur

86 240 Ligugé

N° DE COMMISSION PARITAIRE

0424684664

ISSN : 0761-9359

Dépôt légal : 3^e trimestre 2024

La Chronique, mensuel
d'Amnesty International France
76, boulevard de la Villette
75 940 Paris cedex 19



FRANCE - XX^E S.

Alice Milliat

Seule contre tous

20 août 1922, stade Pershing, Paris –

« Je déclare ouverts les premiers Jeux olympiques féminins du monde. »

L'ovation qui salue ces mots prononcés avec autorité devant 20 000 spectateurs a, pour Alice Milliat, la saveur d'une victoire personnelle.

Voilà des années que cette sportive française se démène pour convaincre que « *le sport féminin a sa place dans la vie sociale au même titre que le sport masculin* ». Des années que cette pratiquante de l'aviron, membre du club parisien Fémina Sport « rame » à contre-courant, opposée à l'idée dominante selon laquelle le sport est trop violent pour celles qui doivent enfanter.

Fondatrice en 1917 de la Fédération des sociétés sportives féminines de France, Alice se heurte d'emblée au baron de Coubertin. Le fondateur des Jeux olympiques modernes estime en effet que des épreuves sportives féminines ne pourraient que livrer des athlètes aux cuisses nues à « *un public mâle forcément concupiscent* ». Réponse d'Alice :

concupiscent ». Réponse d'Alice :

« Si vous pensez que le sport féminin est un signe d'indécence morale et d'exhibitionnisme, vous vous

trompez. » Elle sollicite derechef le Comité olympique international (CIO) pour « ouvrir aux femmes les Jeux olympiques d'Anvers » en 1920. Refus du CIO et du baron pour qui les JO doivent rester l'objet de « l'exaltation

solennelle de l'athlétisme mâle avec l'applaudissement féminin pour récompense », d'autant que cette « olympiade femelle serait inesthétique, inintéressante et incorrecte ».

« Les Jeux olympiques doivent être réservés aux hommes, le rôle des femmes est de couronner les vainqueurs »

– Baron Pierre de Coubertin

Assumant le bras de fer, Alice fonde, en octobre 1921, la Fédération sportive féminine internationale (FSFI). Et elle met en place ces provocants Jeux olympiques féminins qui voient, à Pershing, des sportives de cinq pays¹ s'affronter sur 11 épreuves et remporter un succès populaire. Ce qui n'empêche ni les sarcasmes de la presse ni le courroux d'instances sportives – toutes sous direction masculine. Contrainte d'abandonner l'adjectif « olympique », Alice Milliat maintient néanmoins la compétition sous l'appellation de « Jeux mondiaux féminins ».

Ceux de 1926, en Suède, sont un tel succès que le CIO, inquiet de sa perte de contrôle, décide d'intégrer cinq épreuves féminines au JO d'Amsterdam en 1928, avec Alice dans le jury.

Cependant, le refus du CIO d'ajouter d'autres épreuves féminines et la proposition d'intégrer la FSFI à la très misogyne Fédération internationale d'athlétisme font vite comprendre à la militante qu'il s'agit là d'une tentative de mainmise sur le sport féminin. Elle maintient donc les Jeux féminins, en 1930 à Prague et en 1934 à Londres. Leur réussite ne suffira pas. Les subventions supprimées, les attaques répétées contre sa gestion ont raison d'Alice qui, malade, renonce en 1935. Dès lors, le CIO annonce la suppression des Jeux féminins, tandis que l'œuvre d'Alice Milliat disparaît des mémoires. Jusqu'à ce que le Conseil de Paris décide, il y a trois ans, que l'Arena, installation sportive construite porte de la Chapelle pour les JO 2024, portera le nom d'Alice Milliat. Un hommage vite éclipsé par la loi du marché. L'enceinte est rebaptisée Adidas Arena, tandis que le nom de la pionnière des jeux féminins sera attribué à un simple esplanade.

1-Angleterre, États-Unis, France, Suisse, Tchécoslovaquie.



D'APRÈS « OLYMPIQUE - UNE HISTOIRE DU MONDE » - PALAIS DE LA PORTE DORÉE @ROI @BNE

DATES CLÉS CONJUGUER L'OLYMPISME AU FÉMININ

5 MAI 1884 Naissance d'Alice Milliat, à Nantes.	1896 Pierre de Coubertin crée les 1 ^{ers} Jeux olympiques modernes à Athènes.	AOÛT 1922 1 ^{ers} Jeux olympiques féminins, à Paris.	19 MAI 1957 Décès d'Alice Milliat.
	1917 Fondation de la Fédération des sociétés sportives féminines de France.	1928 Introduction de 5 épreuves féminines aux JO d'Amsterdam.	

LEGS • DONATION • ASSURANCE-VIE
POUR LES DROITS HUMAINS, PRÉPARONS LES VICTOIRES DE DEMAIN !

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



JAYA, FUTURE MILITANTE DES DROITS DES FEMMES.

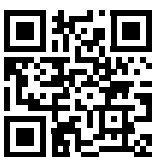
Grâce à votre legs, vous serez
demain aux côtés de toutes
celles et ceux qui se battront
pour les droits humains.

Vous partagez les valeurs d'indépendance, d'impartialité, de solidarité et de justice qui guident notre combat depuis plus de 60 ans. Abolition de la peine de mort, criminels de guerre jugés, lutte contre les discriminations..., nous avons obtenu des victoires déterminantes. Demain et grâce à votre engagement, nous continuerons à en remporter.

DEMANDE DE DOCUMENTATION LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

Notre documentation vous sera envoyée gratuitement, sans aucun engagement de votre part.

- ☐ OUI, je souhaite recevoir la brochure d'informations.
☐ OUI, je souhaite être contacté(e) par téléphone.



Parce que les plus grandes victoires se
construisent à l'avance, engagez dès
aujourd'hui votre plus grand combat.

transmettre.amnesty.fr

01 53 38 66 24

À RENVoyer À AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE
76 BOULEVARD DE LA VILLETTE - 75940 PARIS CEDEX 19

☐ M. ☐ Mme ☐ Autre

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Date de naissance :/...../..... Téléphone :

E-mail :

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Les informations que vous nous transmettez sont traitées par l'association Amnesty International France (AIF), responsable du traitement, pour répondre à vos demandes et suivre au mieux votre projet de transmission, pour vous communiquer des informations en lien avec notre mission et vous envoyer nos propositions d'engagement, qu'elles soient militantes ou financières. Conformément au Règlement européen général sur la protection des données du 27 avril 2016 et à la loi Informatique et Libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et d'opposition au traitement des données vous concernant, ainsi qu'un droit à la portabilité. Vous pouvez exercer ces droits en contactant le service relations membres et donateurs d'AIF à l'adresse mentionnée ci-dessus, par email (smd@amnesty.fr) ou par téléphone (01 53 38 65 80). Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL. Pour plus d'information sur le traitement de vos données personnelles, veuillez consulter notre politique de confidentialité www.amnesty.fr/politique-de-confidentialite.



KAZAKHSTAN

Marat Zhylanbayev

Cet athlète de 61 ans a couru des marathons dans les plus grands et les plus chauds déserts de la planète. Il est connu pour avoir décroché sept records du monde. Aujourd'hui, derrière les barreaux, il est accusé d'« extrémisme » après avoir critiqué les autorités kazakhes et soutenu publiquement les appels à un changement politique pacifique dans le pays. Le 30 novembre 2023, il était condamné à sept ans de prison.

Illustration d'Elsa Dupont